

Récolte paysanne

Une récolte de récits des acteurs et actrices de la Confédération paysanne, d'hier à aujourd'hui en Haute-Saône.

Quel sujet plus essentiel et pourtant si commun que celui de se nourrir au quotidien ? Peut-être son corollaire : nourrir le monde et la façon de produire les biens alimentaires.

Tout un chacun est attaché à la terre, que ce soit par nostalgie des ancêtres, par le bienfait que la proximité de la nature nous apporte, ou encore par souci environnemental ou sociétal. Dès lors, un acteur se révèle essentiel : le paysan, la paysanne, ces hommes et ces femmes qui travaillent la terre pour en tirer une production. Des artisans dont les gestes ancestraux façonnent nos "pays".

Chacun a un avis sur ce que doit être l'agriculture. Le monde paysan bénéficie de l'opinion quand celui-ci exprime son mal-être :

9 Français sur 10 ont une bonne opinion des agriculteurs, les qualifiant de courageux (95 %), utiles (95 %) et passionnés (91 %), sondage Odoxa février 2025, et 85 % des Français considèrent que les agriculteurs ne sont pas rémunérés à leur juste valeur (Ipsos).

Pourtant, face à un tel enjeu qui entremêle des questions cruciales en termes économiques, politiques, sociaux et environnementaux, il n'existe pas un seul modèle agricole mais plusieurs. Des hommes et des femmes se sont engagés pour créer un syndicat agricole, la Confédération paysanne, qui a bousculé la "grande maison" FNSEA, longtemps seule voix dominante dans le monde agricole. Ils ont fait émerger d'autres perspectives.

C'est à la rencontre de cette histoire et de ceux qui l'ont animée et l'animent encore, de la fin de la Seconde guerre mondiale à aujourd'hui, que cette exposition vous invite.

Trajectoire d'un syndicat agricole engagé : la Confédération paysanne entre mémoire, espoirs et défis.

Notre démarche se décline en 2 volets de rencontres



Quelques **fondateurs et fondatrices** de ce syndicat dans le département de la Haute-Saône pour garder la mémoire de leur parcours d'engagement,

Des représentant.e.s de **la jeune génération** détentrice de cet héritage pour comprendre comment elle se l'approprie face aux enjeux d'aujourd'hui.

"Ce qui compte se raconte"

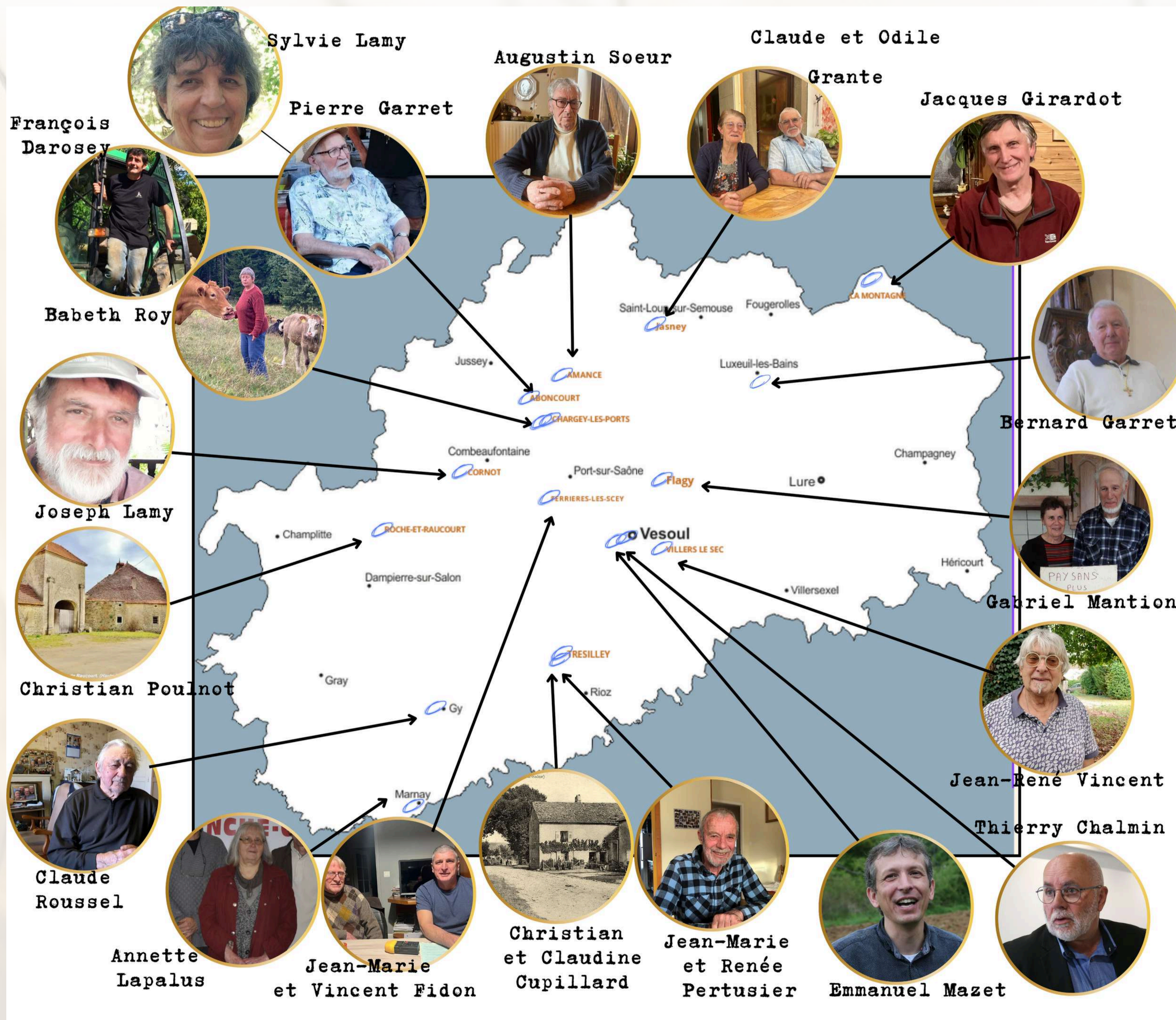
A travers cette récolte, nous souhaitons :

- ✦ Mettre en avant celles et ceux qui se sont engagés hier et aujourd'hui pour un monde meilleur avec des campagnes vivantes.
- ✦ Garder des traces de cette mémoire sous la forme d'un patrimoine collectif à partager.
- ✦ Reconnaître ce qui, dans les parcours individuels et les expériences de terrain, fabrique des savoirs communs utiles à la collectivité.
- ✦ Faire valoir l'intérêt, toujours actuel, d'un syndicat dont les visions et les propositions tentent de dessiner un autre modèle de l'agriculture et de la société.

Aux origines de la Conf'

Pour le premier volet de notre récolte, nous avons rencontré 18 personnes en Haute-Saône de novembre 2024 à juin 2025. Ces 18 acteurs et actrices représentent un échantillon non exhaustif de tous ceux et toutes celles qui ont contribué ou ont été témoins de l'émergence de ce syndicat.

C'est à partir de leurs propos que nous avons construit le cheminement qui va suivre.



Cette exposition fait le choix de présenter un condensé des témoignages qui nous ont été confiés.

Un **livret** accompagné d'un **podcast** (parution février 2026) prolongent ce contenu afin d'apprécier toute la richesse des récits et la trajectoire de ce syndicat. Nous remercions infiniment les témoins qui nous ont fait confiance, les Amis de la Conf' et la Confédération paysanne 70 pour leur soutien.

Les récolteurs : Vanessa Attia et Patrick Febvay



Les mutations des paysages ruraux

Comparaisons de vues aériennes entre 1950 et aujourd'hui. L'exemple d'Aboncourt-Gésincourt :

Le village est toujours rural, les traces du passé sont nombreuses dans la topographie (le relief), la toponymie (les noms des lieux), l'architecture, les matériaux utilisés. Mais un monde nouveau s'est installé et a marqué l'espace avec la modernisation des Trente Glorieuses, l'accès au confort matériel et les transformations agricoles. C'est dans ce contexte que le monde agricole a dû faire des choix souvent compliqués, parfois en contradiction avec l'histoire et le patrimoine culturel des ancêtres

Vous voulez comparer par vous-mêmes ? Rendez-vous sur le site « IGN, remonter le temps ».



En 1950 : de nombreux champs de petites tailles.
Aujourd'hui : des champs remembrés.

En 1950 : Gésincourt et Aboncourt ne sont pas directement reliés, il y a une séparation.
Aujourd'hui : par l'étalement urbain, il n'y a plus de séparation. **Déprise agricole.**

De nombreux bâtiments agricoles ont été construits autour de la commune, impliquant parfois la création de nouveaux chemins d'accès.



De nouvelles constructions, entre lotissements, parkings et hangars.

Ferme auberge avec restauration scolaire.

Gîte

Coopérative « Pâturages comtois »



Fromagerie bio, La Fleurizelle.

Restaurateur de meubles anciens.

SCOP d'artisans spécialisés en énergies renouvelables

Pôle éducatif



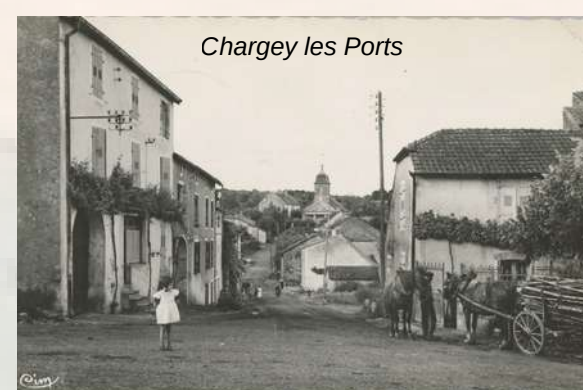
1 UN HERITAGE CULTUREL ET FAMILIAL CONFRONTE A UN MONDE QUI CHANGE

1945-1962

1. Les fermes d'après-guerre en Haute-Saône

Bernard Garret : Mon père a pris une ferme où on vivait dans les bois. On prenait l'eau dans les citernes et on emmenait les vaches boire dans un ruisseau ou une mare. Mes deux frères aînés ont repris la ferme et m'ont dit qu'il n'y aurait pas de place pour moi, qu'il faudrait que je me trouve un autre troupeau, c'est comme ça que je suis allé au séminaire (rires).

C'était une ferme en auto-suffisance, à part le blé qu'on vendait pour payer le fermage, et le lait pour acheter à manger. On avait 6 chevaux et entre 20 et 30 vaches. C'était déjà une belle ferme. L'eau est arrivée en 1952 et l'électricité vers 1954-55.



Claude Grante : Je suis d'Aboncourt mais comme il y avait beaucoup de paysans et de familles nombreuses, il n'y avait pas de terres disponibles, je suis donc allé à Jasney avec mon frère en 1963 pour prendre une ferme. A l'époque, l'Etat donnait des aides à ceux qui partaient de leur village pour s'installer hors cadre familial. D'une certaine manière, j'étais un migrant. Il a fallu s'adapter et découvrir le village. Nous étions traités comme étrangers au village au début.

Augustin Soeur : On est agriculteurs sur Amance depuis très longtemps. Mon père est remonté jusqu'à la Révolution, il a laissé des écrits sur ses vieux jours, on en a fait un livre pour la famille.

Pierre Garret : On était une fratrie de 17 enfants. Et presque tous dans l'agriculture : il y en a un qui est resté au séminaire, deux qui en ont profité pour faire l'école normale mais tous les autres n'ont pas eu de formation; ils sont restés là, ils aidaient à la ferme puis ils se mariaient. S'il y avait une ferme à reprendre quand la femme avait un peu de bien, c'était tant mieux mais des fois, elle n'avait rien, elle était comme nous. Tous les aînés se sont mariés, ils n'avaient pas de fermes sous la main, ils se sont débrouillés. De ce temps-là, tu t'installais avec 10-15 hectares et quelques vaches et petit à petit, tu repartais.

PLAN MARSHALL

Dans le contexte du début de la Guerre froide, les Etats-Unis mettent en place le Plan Marshall en 1947 : ils apportent une aide matérielle et financière aux pays qui sortent de la guerre en échange d'un refus du communisme. C'est à ce titre que l'agriculture doit se moderniser pour rentrer dans une logique de productivisme capitaliste. Des tracteurs sont livrés pour moderniser l'agriculture, ici au Havre en 1949



3. La PAC modifie le monde agricole : entre bouleversements et progrès

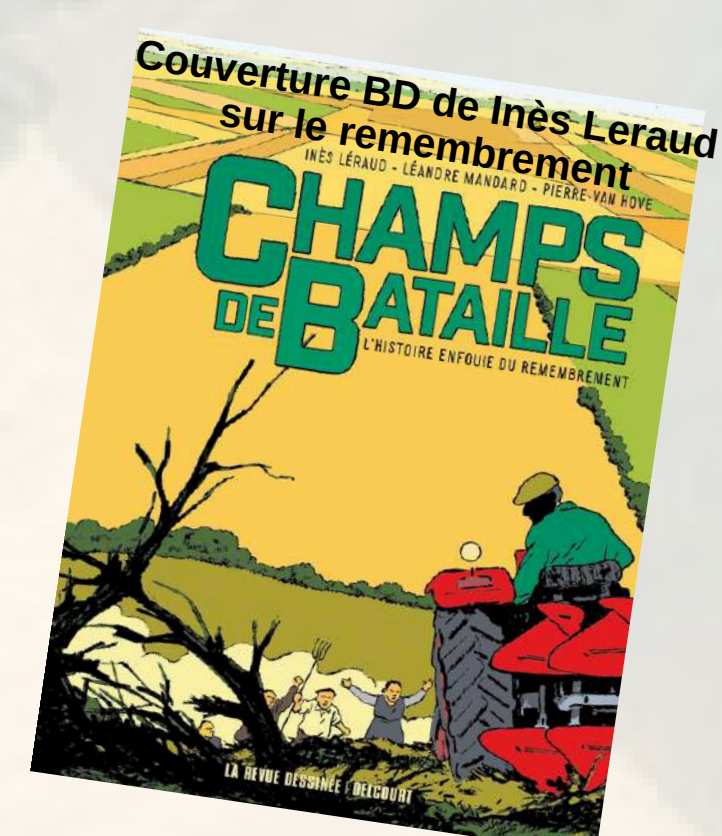
Bernard Garret : " J'ai été complice de la loi Pisani et de la PAC puisque j'ai été content de voir arriver les premiers tracteurs. Mon père qui utilisait les scories d'Alsace (des reliquats des potasses) est ensuite passé aux produits chimiques, au nitrate"

En 1962, mise en place de la PAC (politique agricole commune) dans le cadre de la construction européenne.
Objectifs :
• accroître la productivité agricole.
• stabiliser les marchés.
• garantir la sécurité des approvisionnements.
• assurer des prix raisonnables aux consommateurs.
Moyens mis en œuvre : mécanisation, usage intensif d'intrants (engrais, pesticides), recherche d'agrandissement des exploitations et diminution du nombre de paysans, cogestion entre Etat et syndicat unique (FNSEA).

Annette Lapalus : Je me souviens que tous les champs étaient bordés de buissons. Au sujet du remembrement, mon frère et mon père n'étaient pas d'accord. Pour mon frère, c'était le progrès. Mon père était plus "conservateur". Je me souviens des arbres fruitiers coupés au remembrement pour que le propriétaire suivant ne puisse pas en profiter, et d'une allée de noyers magnifiques, énormes qui ont été coupés, ça m'avait choquée. Il y avait des fromageries partout dans les villages alentour. Je les ai vues toutes disparaître car petit à petit les paysans n'ont plus fait de lait, ils sont passés en viande et dans les céréales.

Claude Roussel : Vous ne vous rendez pas compte de l'évolution qu'il y a eu pour les producteurs de lait avec le maïs. Avant, il n'y avait pas de maïs, on faisait juste les foin. Avec le maïs, ça a modifié tout le système, ça a permis de faire grossir tout le cheptel mais je ne vois pas où il est vraiment le positif. Le productivisme n'a pas profité aux paysans. Il y a eu l'achat de plus en plus d'équipement. La grande rue de Gy s'est vidée, il n'y a presque plus de commerces au centre. On a commencé à avoir les tracteurs, on se faisait signe mais on n'échangeait plus pareil. Quand on avait les chevaux, il n'y avait même pas besoin de faire "oooh!", ils savaient quand on se croisait avec un autre paysan et ils s'arrêtaient tout seuls.

Augustin Soeur : Je me souviens d'un aumônier JAC qui disait "il vaut mieux apprendre aux paysans à mettre de l'azote sur son blé plutôt que faire des rogations."



Pierre Garret : Le remembrement a permis de faire des parcelles plus grandes. Au début, elles pouvaient faire 2 ou 3 hectares, après on pouvait avoir 50 hectares en une parcelle.

2. Une vie rurale traditionnelle entre champs, église et école

Pierre Garret : Il fallait aller à la messe, il ne fallait pas travailler le dimanche. Encore que le dimanche, il y en a beaucoup qui allaient au foin l'après-midi.



Renée Pertusier : A l'époque, il y avait tellement de petites fermes, les gens vivotaient avec peu alors bien-sûr ils ont voulu se moderniser quand il y avait possibilité de le faire..

J-M Pertusier : Il y avait aussi ceux qui quittaient l'agriculture et allaient vivre en ville, qui allaient travailler, qui avaient un revenu...

Jean-René Vincent : Pour comprendre la Haute-Saône, il y avait les catholiques et les anti-cléricaux, c'était assez marqué en Haute-Saône, avec ceux qui rentraient dans l'église et ceux qui n'y entraient pas. L'Est du département était assez rouge. Dans les campagnes, c'était plus conservateur.

Les rogations : défilés dans les champs avec des croix et des prières pour assurer les récoltes.



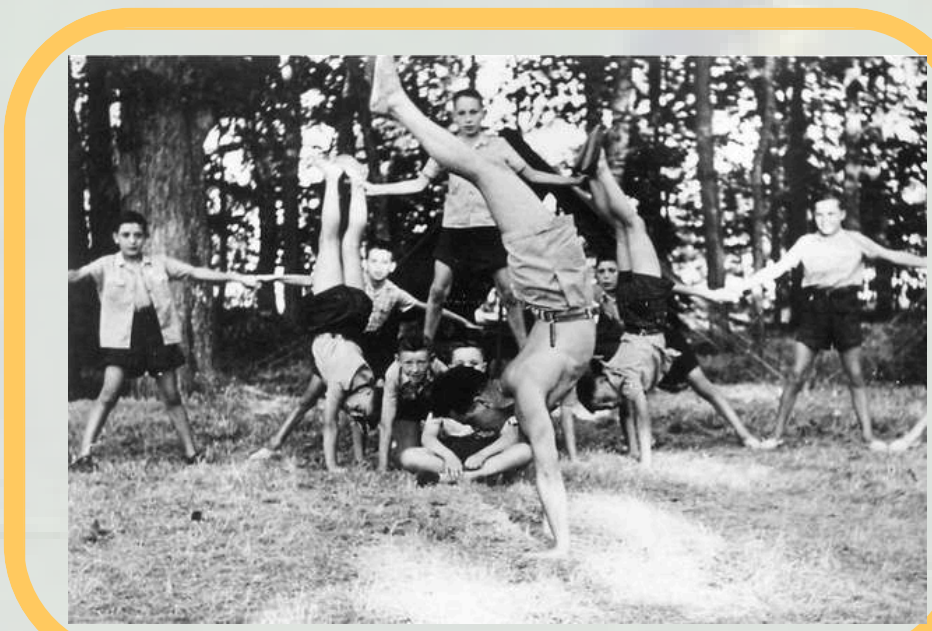
Augustin Soeur : Pour expliquer la particularité locale, il faut remonter à l'organisation du diocèse de Besançon. Certains prêtres ont été retenus comme formateurs, et ont apporté une autre vision de l'Évangile. Ça a été très influent sur la Franche-Comté, c'est de là qu'étaient issus les aumôniers qui venaient dans les mouvements d'action catholique (JOC, JAC, ACO -Action catholique ouvrière, créée en 1950). Donc on a bénéficié de cet apport intellectuel-là.

Pierre Garret : Si on m'avait donné le choix, je n'aurais pas été paysan. Mais on n'osait pas à cette époque-là. Moi, j'aurais voulu travailler le bois. Mais on ne nous a jamais demandé ce qu'on voulait faire. On allait à l'école libre, naturellement, deux trimestres l'hiver, pas trois parce qu'il fallait revenir travailler aux champs. On s'est mariés puis on a repris la ferme des parents.

Bernard Garret : "Au lendemain de la guerre, quand il y a eu l'évolution agricole pour devenir exportatrice, la JAC a été le vecteur idéologique qui faisait passer les idées de progrès et de modernisation."

Vincent Fidon : "Participer à la JAC n'était pas en soi politique. Mais défendre des idées débouche sur de la politique."

4. Une aspiration nouvelle à l'émancipation et à la liberté



Babeth : "L'été, on allait en camp MRJC, en tente, c'était largement auto-géré, il n'y avait pas de chef, tout le monde décidait. Nous ce qui nous plaisait c'était vraiment la vie en collectivité puis on était libres ! On sortait de la famille, on s'organisait entre nous".

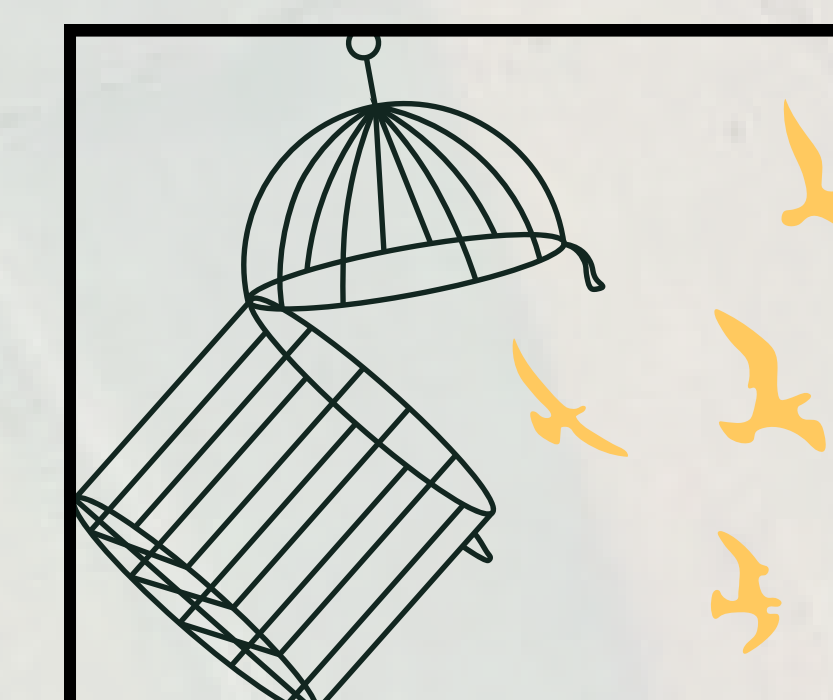
Bernard Garret : A l'époque, les textes de la Bible porteurs épousaient les volontés de changement, de libération, d'épanouissement. Quand les Hébreux se libèrent d'Egypte, Dieu fait alliance avec eux. C'était cette théologie : on travaille à se libérer ensemble mais avec l'aide de Dieu. Aide-toi le ciel t'aidera.

Annette Lapalus : C'étaient les années de Gaulle avec Tante Yvonne, il y avait une pesanteur. Sortant de milieu catho, avec toutes ces réflexions qui partaient dans tous les sens, ça faisait une grosse bouffée d'air, comme une libération quoi !

JR Vincent : " Le MRJC, c'était la possibilité enfin pour moi de m'ouvrir à autre chose que le curé et l'instituteur. La religion était tellement prégnante, il fallait se libérer. Quand je ramenaient un bouquin à la maison quand j'étais interne, il fallait demander au curé si je pouvais le lire, si c'était la bonne presse ou pas."



Yvonne De Gaulle, femme du général De Gaulle, représente pour la jeunesse des années 60 un conservatisme et un passivisme avec lesquels il est urgent de rompre.



2 LES CREUSETS D'UNE REVOLUTION DES MENTALITES 1960-1980

1. Des lieux de rencontre qui favorisent des réflexions nouvelles

François Darosey : Le MRJC c'était un lieu de rencontre, sur Amance il y avait une super équipe. Quand t'es jeune en rural, t'es moins isolé. On parlait de nos vies, de nos choix, même si des fois on était en impasse. Et pis prendre sa vie en main...”



Jean-René Vincent : Le MRJC était un mouvement catholique mais qui faisait appel à l'éducation populaire et qui était très à gauche. Moi, c'est là que j'ai appris ma culture politique parce que mes parents c'était catho à fond.

Pierre Garret : “Les mouvements d'action catholique nous ont appris à chercher des solutions ensemble pour améliorer l'agriculture, le métier et puis la vie des gens. Si on n'avait pas réfléchi dans ces organisations là on n'en serait pas là, on n'aurait jamais fait tout ça.”

Sylvie Lamy : Les GVA (groupements de vulgarisation agricole) étaient des organismes de la chambre d'agriculture. C'étaient de vrais lieux collectifs qui mettaient les choses à plat. Par exemple, en comptabilité, on avait une sacrée confiance. On partageait les chiffres, on analysait. On était maîtres de ce qu'on faisait. Ça a favorisé la prise de responsabilités par les femmes, ça les reconnaissait dans leurs fonctions.



Augustin Soeur : J'avais 18 ans quand j'ai commencé à avoir des contacts avec le MRJC. De 20 à 22 ans, j'ai été responsable régional des ados, pour l'animation de camps de vacances. Mon engagement vient du milieu familial. La méthode de travail (“Voir, juger, agir”) était rigoureuse, c'était la base de toute réflexion. Par exemple, on travaillait sur les structures, le foncier, les coopératives, le milieu économique, etc. Des aumôniers très impliqués ont favorisé les contacts. Dans les années 1955-1960, il y a eu beaucoup de jeunes paysans qui se sont rencontrés au sein du MRJC, qui sont partis en formation, et qui ont créé ces structures syndicales. A Senoncourt, Venisey, etc, il y avait quelques jeunes qui se réunissaient, il y avait des facilités de rencontres. Ils étaient nombreux sur Aboncourt à se retrouver, ils ont créé un noyau qui a fini par avoir de l'influence sur le secteur. Et puis, il y avait l'influence familiale. La famille Garret était nombreuse du côté d'Aboncourt. Ces gens formés au MRJC étaient très impliqués. Se retrouvant avec ceux de Senoncourt, ils ont pris en charge leur milieu. Ça a eu un impact sur la création du CDJA. Sur une quinzaine de jeunes de l'équipe dirigeante, ils étaient la moitié de ce secteur.”

Annette Lapalus : Entre jeunes de 20-30 ans, on comparait des expériences que faisaient certains dans les villages, des essais de semence, de variété. Il y avait aussi les concours, les comices.”

Comme pour le reste de la société, les années 60 sont des années d'émancipation de la pensée pour les Chrétiens de gauche. Le concile de Vatican II (1962-1965) modernise l'Église catholique en ouvrant le dialogue avec le monde contemporain, les autres religions et les non-croyants. Il affirme la place des laïcs en favorisant leur plus grande participation. C'est dans ce contexte que se développent le MRJC (mouvement de jeunesse chrétienne) et le CMR (chrétiens dans le monde rural).

3. Voir et juger les dysfonctionnements du système

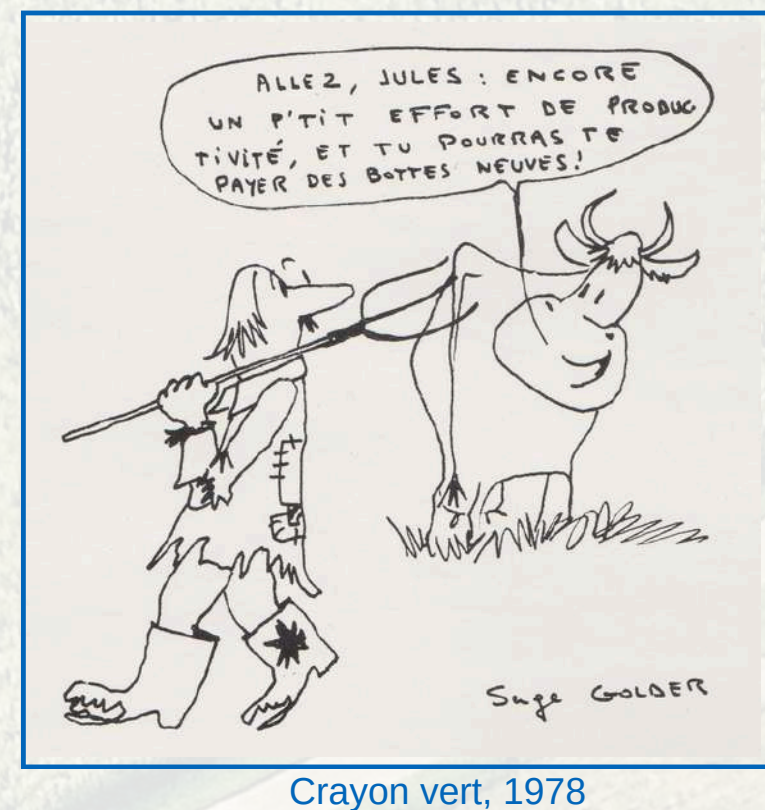
Christian Cupillard : “Ce qui a été l'élément déclencheur de notre opposition, ça a sûrement été le productivisme de la FNSEA, ce que j'ai appelé le cannibalisme de la FNSEA. Pour vivre, il fallait manger le voisin. Les paysans se sont mangés entre eux comme pas beaucoup d'espèces animales l'ont fait. On est passé de 15 000 paysans en Haute-Saône à moins de 4000. Il y a aujourd'hui 2000 exploitations repérées en Haute-Saône qui touchent des aides de la PAC”.



Gabriel Mantion : Ce qu'on réclamait dans les années 60-70, c'était un meilleur prix du lait et de la viande, et les femmes qui travaillaient dur sur les fermes n'avaient quasiment pas de retraite, c'était honteux. Plus ça allait, moins les paysans commandaient.”

Joseph Lamy : “En céréales, dans les années 80, il y avait le challenge lancé par les firmes de rentrer dans le “club des 100 quintaux” : faire 100 quintaux de blé à l'hectare. Ça voulait dire beaucoup de pesticides, fongicides, désherbant, insecticides...Se posait la question du coût et de l'intérêt.”

Jacques Girardot : A la fin de ma formation à l'INSA de Dijon en 1985, nous étions 4 ou 5 à être très sceptiques sur le fait de pouvoir être utiles au développement agricole tel qu'on nous l'avait présenté et enseigné. C'est ce qui explique sans doute que je n'ai pas travaillé dans la formation au bénéfice des agriculteurs avant 1999. On ne parlait pas de qualité des produits, seulement de finance. Le bien-être n'était pas fondé sur une bonne rémunération des produits que l'on fabrique mais sur les volumes, donc l'agrandissement. Inévitablement, ça a créé de l'exode rural.



Claude et Odile Grante : C'est par les chantiers d'ensilage qu'on s'est aperçu que ça devenait un cirque infernal. La politique évoluait et les gens se rendaient bien compte que ça allait dans le sens de soutenir l'agrandissement. Dans les années 70, on s'est mis à l'élevage de taurillons, c'est là qu'on a découvert la production industrielle. On était poussés par les groupements de producteurs, il fallait produire, il fallait que ça marche. On a fait ça pendant 15 ans environ. On aurait écouté le groupement, il fallait faire des bâtiments plus importants, il fallait sevrer 100 veaux au lieu d'en sevrer 50. On a dit “on arrête”. On avait déjà pas mal d'investissements, ça nous suffisait. Il fallait emprunter pour acheter les veaux, les aliments, c'était entendu qu'on nous les achèterait à tel prix, et puis à la fin ce n'était plus ce prix. Donc, on n'avait pas de garantie sur le prix mais par contre il fallait que, nous, nous engagions à la banque pour le faire. Si on ajoute tout le boulot, ça n'avait plus aucun intérêt.”



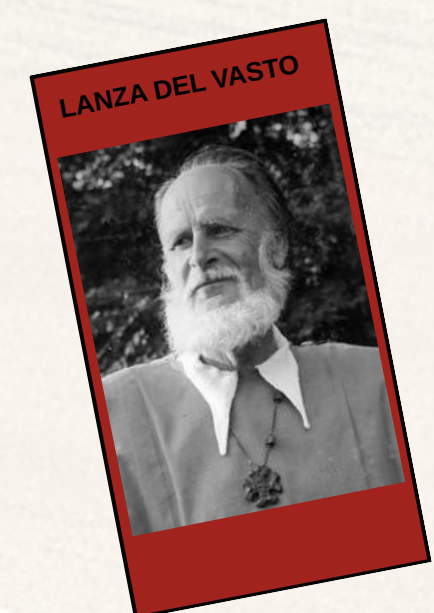
2. Une toile de fond contestataire



Joseph Lamy : “Un des slogans MRJC c'était vivre et travailler au pays. On reprenait des slogans des Lip, du Larzac. Je me suis senti bien là-dedans et donc j'ai participé régulièrement au mouvement.”



Jean-René Vincent : un mouvement comme LIP en 73, ça ouvre un peu l'esprit d'un petit paysan de Haute-Saône qui va à la messe le dimanche. On produit, on vend, on se paye.”



Annette Lapalus : “ Mon mari achetait “le Canard enchaîné” depuis toujours. Puis il y a eu '68, le développement du mouvement écologiste, Charlie Hebdo, le journal “la gueule ouverte”. On est partis dans ce mouvement-là, mais on n'était clairement pas dans la ligne familiale. On avait un macaron du Larzac à l'arrière de la voiture, ça suffisait à nous classer comme révolutionnaires.”

François Darosey : “ Quand on était au Larzac en 1974, à plusieurs du coin, les idées fusaient pour une autre agriculture. On y est allé une semaine. C'était une grande ouverture, avec de nombreux sujets de société. C'est là que j'ai vu les gens de l'Arche de Lanza Del Vasto. J'y suis allé travailler 3 ans, en formation et en promotion sociale. Ça m'a ouvert à l'agriculture biologique. Par ailleurs, comme mon grand-père était revenu gazé et détruit par la 1ère Guerre mondiale, mon père n'a pas fait l'armée et il ne m'a pas mis de pression pour que je m'engage. J'ai choisi d'être objecteur de conscience et insoumis. J'ai fait de la prison pour ça.”

Bernard Garret : Ce qui a changé dans ma vie, c'est qu'avant d'être prêtre, j'ai dû faire un an de stage à Montbéliard, en pleine classe ouvrière, chez Peugeot, et ça en plein Mai 68. J'ai assisté aux CRS et aux gardes mobiles qui s'affrontaient avec les syndicalistes. Ce qui intriguait un certain nombre de groupes d'extrême-gauche, c'est que les porteurs des combats des LIP ou du Larzac, c'étaient des Chrétiens. Le concile de Vatican II a joué un rôle énorme. Les messages qui y étaient passés étaient qu'il faut s'intéresser au monde au-delà de l'Église et que l'humanité se fait avec plein de partenaires, chrétiens ou non. C'est sous l'influence de Lanza Del Vasto que les paysans du Larzac ont converti leurs méthodes vers la non-violence.”



Bernard Garret : Au milieu des années 60, la question s'est posée de savoir si la JAC devait accompagner l'idéologie dominante et l'évolution économique ou l'analyser. Un mouvement qui n'a pas d'analyse est un mouvement dangereux. C'était le début d'un questionnement relié au projet socialiste, ce qui a mis le MRJC en porte à faux avec une mentalité conservatrice.”

4. Agir dans la politique locale : un risque de marginalisation

Joseph Lamy : maire de Cornot de 1995 à 2014. “J'ai été élu maire avant de passer en bio. Je pense que le contraire aurait été impossible.”



Christian Cupillard (Trésilly) : “J'ai été élu 25 ans au village dont 17 ans 1er adjoint.”

Claude Roussel (Gy) : “J'ai été engagé au PS. J'étais content de l'arrivée de Mitterrand au pouvoir en 1981.”



Augustin Soeur : maire d'Amance de 1983 à 2008.



“Avant d'être élu, j'étais déjà marqué politiquement puisque j'avais adhéré au parti socialiste, j'avais fait des campagnes contre le Conseil général de droite.”

Martin Fidon (Ferrières-lès-Scy) : engagé au PS.



“Notre père a soutenu un ouvrier candidat de gauche au Conseil général, contre le candidat de droite maire du village avec qui il avait été avant. Il y a eu des tensions.”

Pierre Garret (Aboncourt-Gésincourt) Responsable local PS dans la branche agricole. A travaillé avec Rocard à la commission agricole du PS avant 1981. S'est présenté aux élections cantonales.



“ça a fait basculer les choses, on s'est rendu compte qu'il y avait un fossé dans la façon de voir l'agriculture et il y a eu une fameuse coupure, j'ai eu tout le pays contre moi.”

UN ENGAGEMENT AUX FORMES MULTIPLES

Claude Roussel : Après avoir été engagé au CGA, j'ai été intéressé par ce nouveau syndicat, la FNSEA où j'avais mon ami Pierre Bartholomé. J'y ai été élu délégué cantonal. Après quelques années, on a vu arriver Martin Fidon. Nous étions trois qui avions les mêmes idées mais on se heurtait régulièrement au président Fromont qui faisait des réunions pour des choses futiles mais jamais sur les sujets essentiels. Je ne me souviens pas qu'il y ait eu des AG où les comptes étaient donnés. En même temps qu'on était mal payés pour le lait, il fallait payer pour le syndicat.”

Babeth : Mes parents ont fait un des premiers GAEC, en 1964. Ils étaient dans la productivité des vaches et des céréales. Ce qui les a fait réfléchir, ce sont les inégalités. Leurs points de vue différents les ont catalogués. Ils ont été mis de côté, surtout que mes parents venaient de l'extérieur du village.

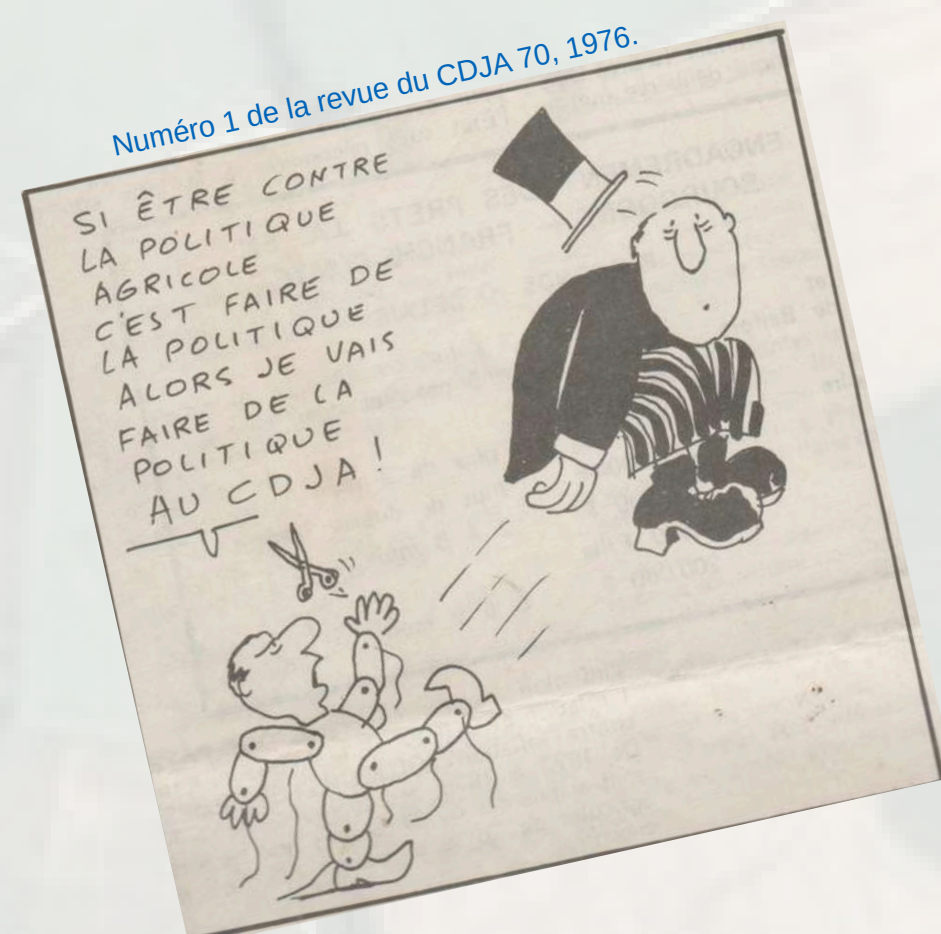
Bernard Garret : “ Le MRJC était devenu bien trop à gauche aux yeux de nombreux curés mais on assumait. Le Mrjc était dans les luttes, s'il fallait faire une manif et ramener un tracteur, on le faisait. Il fallait être subversif comme Jésus.”

3 Agir dans sa ferme, agir ensemble pour une autre agriculture..jusqu'à la rupture

1960-1980

1. Jusqu'au tournant des années 80, un engagement au Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs

JR Vincent : En 1973, en tant que nouvel animateur du CDJA, j'ai rencontré un groupe de paysans très novateur. **Le CDJA, sa structure, c'est des jeunes de moins de 35 ans**, et là je me souviens bien on participait à des réunions avec plein de gens de tout âge. C'était plus les idées que l'âge qui importaient. On était minoritaires dans l'agriculture mais, au sein du CDJA, on était majoritaires, donc on pouvait défendre des choses.



Jean-Marie Pertusier : "J'étais au CDJA au début, et après ça a évolué avec les paysans travailleurs, un mouvement qui venait de l'Ouest. On en a fait partie avec Cupillard, Annette Lapalus, etc. On n'était pas dans une tendance très productiviste de ce temps-là, ça a bien évolué."



L'ACTION SYNDICALE ÇA PAYE

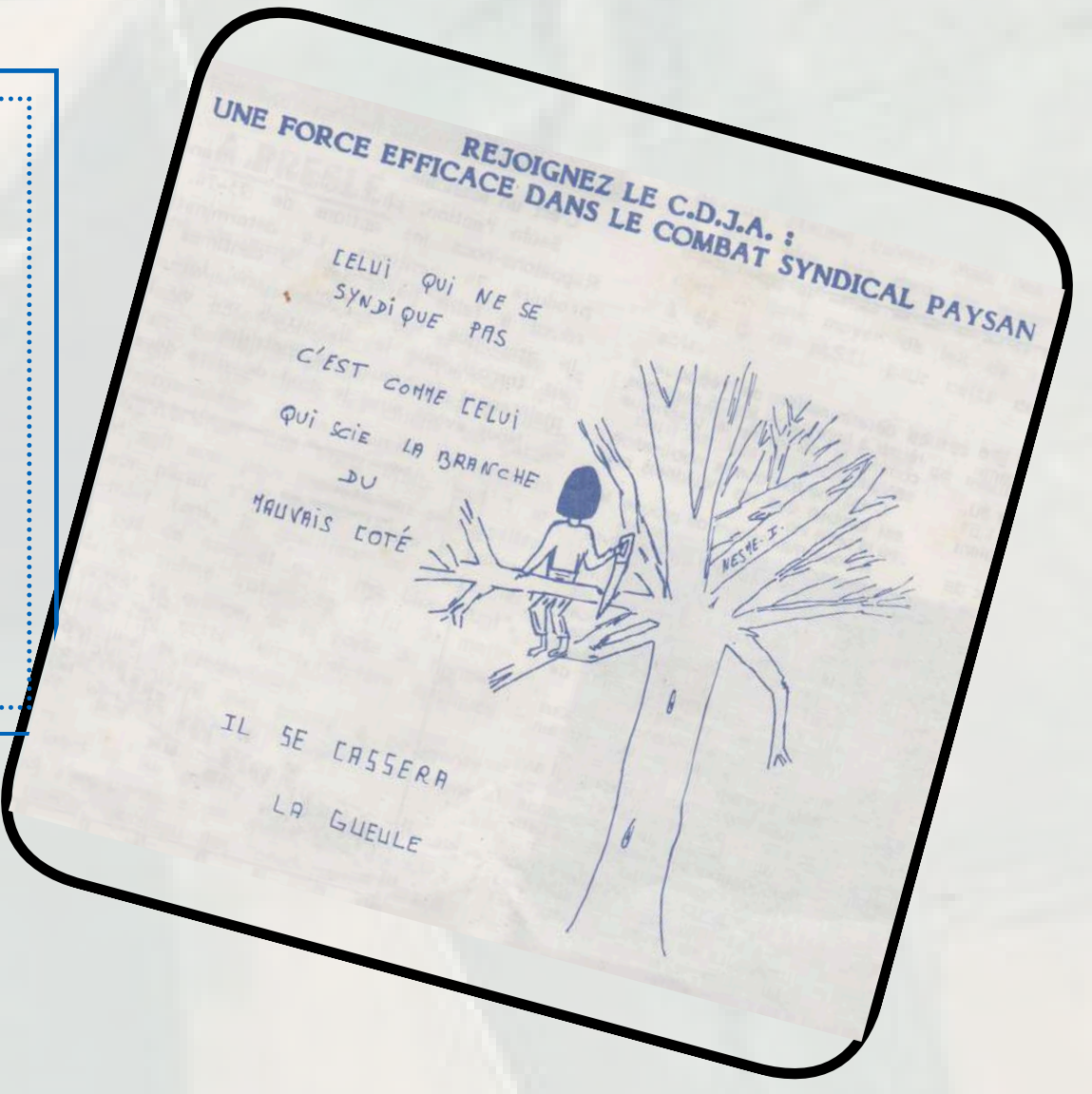
Certains affirment : pourquoi se syndiquer ? à quel bon agir avec les autres paysans ? Mais quand il y a une augmentation du prix du lait, quand on bloque une vente aux enchères, quand un cumulard est arrêté ... TOUT LE MONDE EN PROFITE !

Chaque jour apporte de nouveaux résultats, amenant de nouveaux combats pour que gouvernement et firmes de l'amont et de l'aval ne tirent pas d'une main ce qu'ils ont été contraints de laisser de l'autre. Même si le gouvernement actuel est plus près des petits paysans que nous sommes, il nous faut se mobiliser pour construire l'avenir et avancer dans nos revendications légitimes.

Chacun des paysans de Haute-Saône est concerné et ne peut rester indifférent à cette nécessité de rassemblement des forces vives et innovatrices. Chacun de nous se doit de rejoindre son syndicat pour qu'il contribue à l'avenir de tous meilleurs.

Ainsi si on était plus nombreux dans l'organisation syndicale, les résultats obtenus seraient encore plus importants. Plus on sera à pousser plus vite les choses avanceront.

Rejoignez le C.D.J.A., adhérez, agissez avec lui sur ses revendications pour améliorer les conditions de vie et de travail, créer des installations dans notre département qui se vieillit, garantir et faire progresser notre revenu, assurer une retraite décente, développer les équipements collectifs etc ...

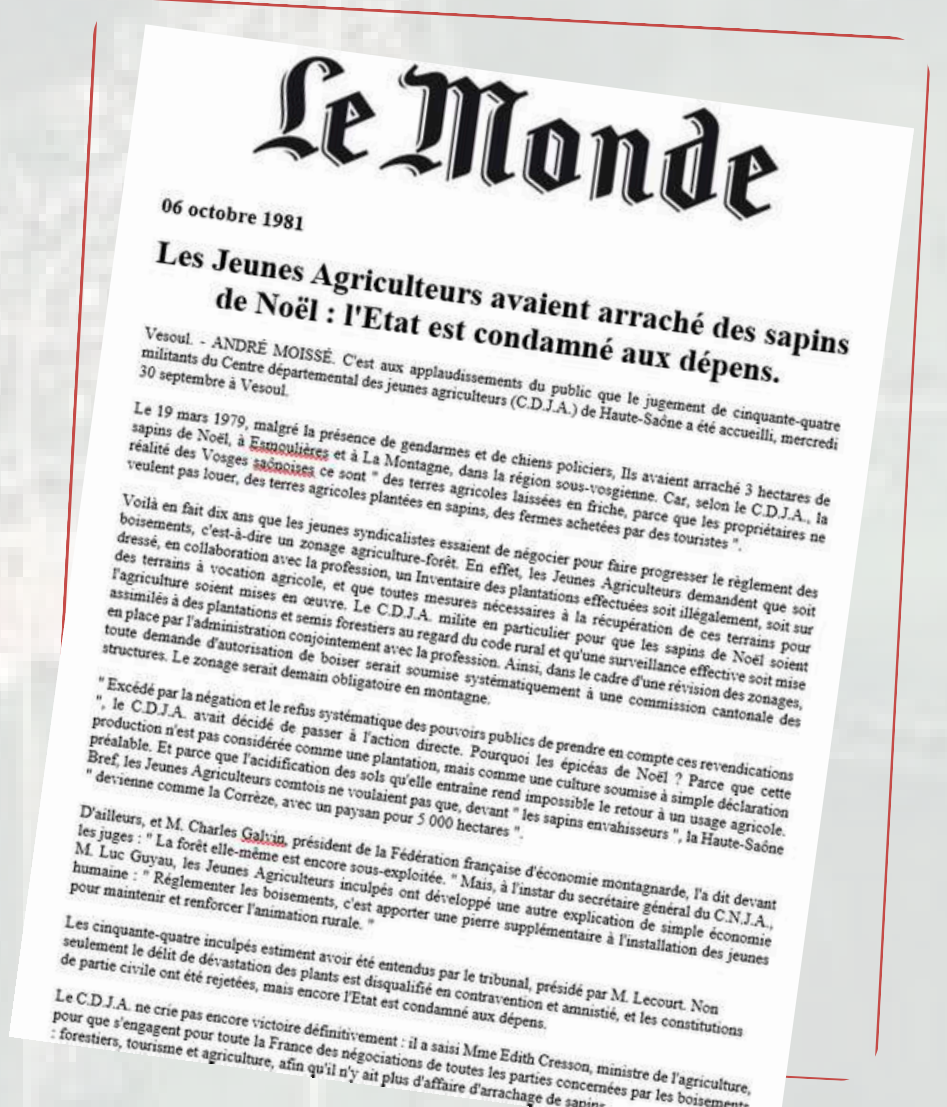


Augustin Soeur : " Dans la deuxième moitié des années 60 et durant toute une partie des années 70, j'ai beaucoup travaillé au CDJA, où on a commencé à rencontrer **les paysans travailleurs**. On s'est vraiment ancré dans la gauche de l'agriculture à cette période-là."

3. Une contestation qui s'exprime par des actions de terrain

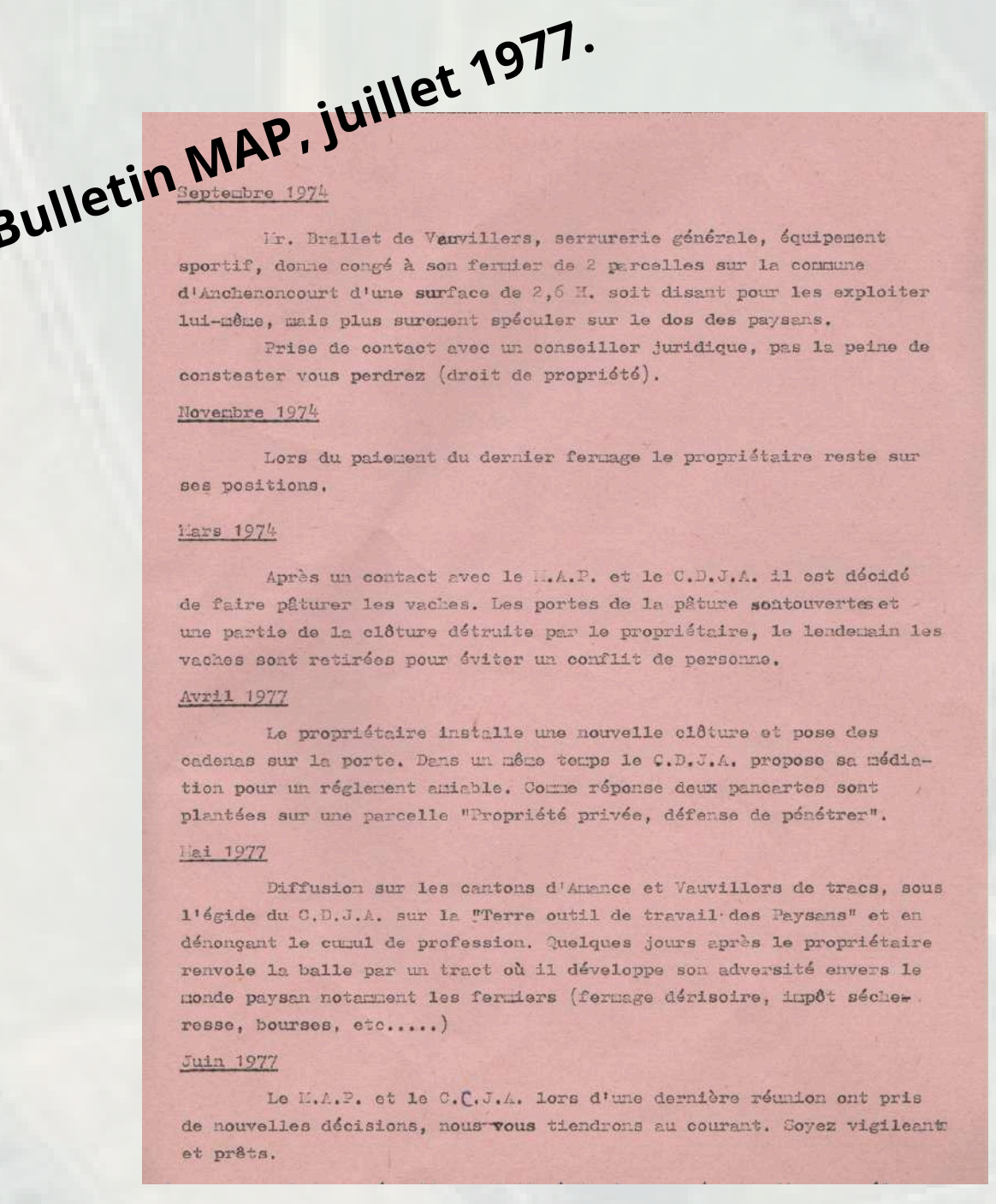
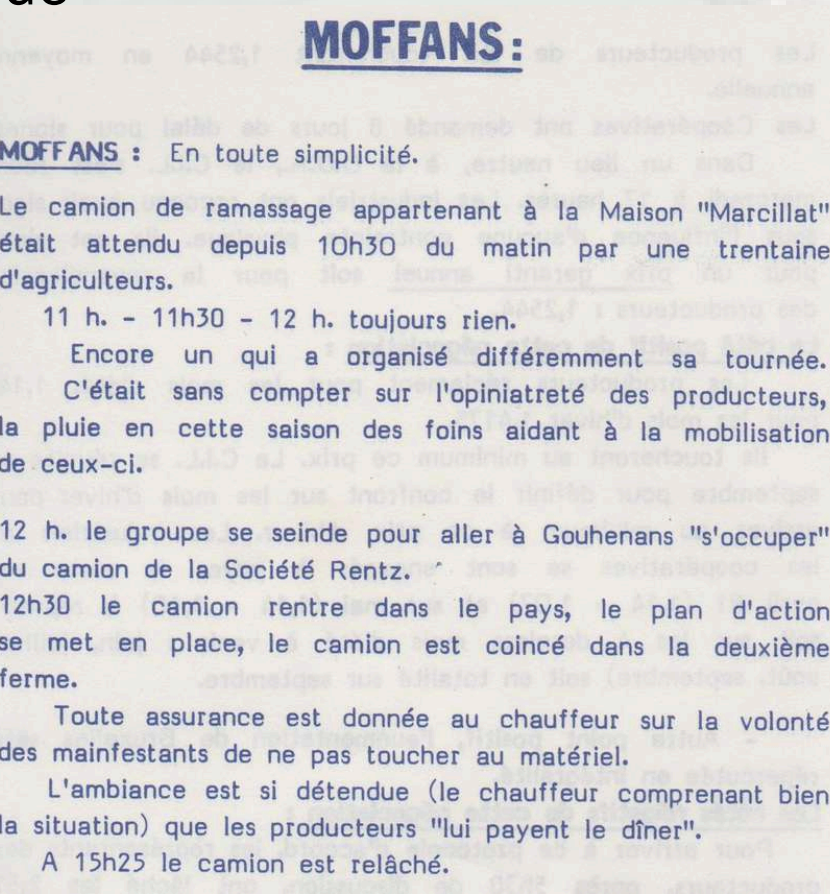
JM Pertusier : Au début, on voulait rien du tout, on voulait juste s'en sortir.

Renée : Vous vous battiez aussi parce qu'il y avait beaucoup de paysans qui se plantaient, on leur disait faites un plus grand poulailler, faites-ci faites-ça et puis au bout du compte ils ne s'en sortaient pas.



Augustin Soeur : Au début des années 60, au niveau national, il y avait une hécatombe sur le prix des porcs. Les Bretons avaient fait des actions assez violentes et il y avait eu quelques responsables arrêtés. Donc il y a eu une manifestation pour dire "libérez les Bretons". On a dessiné des fourches sur le mur du tribunal, et on est allé sur des chantiers des Ponts et chaussées, on a pris des panneaux et des barrières pour bloquer tous les accès à Vesoul. On n'imaginait pas défendre un modèle productiviste qui s'est développé ensuite en Bretagne. Pour nous, la production de porc, c'était ce qu'on en voyait en Haute-Saône, des petites structures.

Augustin Soeur : " La base de nos combats, c'était d'essayer d'être maître de nos décisions, l'autogestion, aussi bien dans la formation que dans les structures économiques. Et il y avait une approche sociétale à nos combats, face à la désertification qui s'accroissait ou les fermetures d'école par exemple. On s'opposait à la FDSEA purement basée sur le marché, alors que nous, nous voulions tenir compte des conditions de production. On commençait à rentrer dans un système de surproduction sur le lait, la viande. Défendre les quotas, c'était garantir le maintien des structures (les fermes) et éviter les grosses structures en assurant un minimum de production qui permette aux gens de travailler. Défendre l'agriculture de groupe, les GAEC, c'était une manière de permettre de s'intégrer au processus de production. La bagarre sur les structures était forte à cette époque "



de nombreuses citernes bloquées en Haute-Saône

Jean-René Vincent : Une des actions fortes, c'était d'arrêter les camions de lait et de les vider pour réclamer un meilleur prix. Si je me place comme révolutionnaire et activiste, je pense que c'est dans le milieu agricole qu'on peut trouver des solutions. Il y a un patron, mais il est un peu plus loin. C'est dans ce sens que j'ai fait des moutons en 76. Ne pas aller à l'usine et vouloir changer la société..

2. Dans les fermes, des choix de pratiques qui évoluent et s'expérimentent



André Pochon

Christian Poulnot : Dans les années 80, On avait fait venir **André Pochon**, un paysan breton à l'origine des **CEDAPAS** (Centre d'étude pour le développement d'une agriculture plus autonome et solidaire). On avait commencé à faire des visites de ferme entre nous pour un autre développement. A l'époque on commençait à parler du bio.

Christian Cupillard : On s'est installés paysans en 1976. Avant, Claudine était institutrice et moi chargé de cours en biologie animale à la fac de Besançon. On a élevé des chèvres et des moutons sur les talus parce qu'on n'avait pas de terres. En 1979, on a constitué un troupeau de vaches avec 13 hectares. Puis on a trouvé d'autres terres, jusqu'à 85 hectares et plus de 30 vaches laitières. 70% de nos hectares étaient en herbe et en bio. C'est plus difficile pour les céréales. **Un autre avenir est possible. Une autre vie est susceptible d'intervenir. D'ailleurs, ma ferme c'était ça, c'était des essais. Une école d'agriculture buissonnière en quelque sorte.** Je crois en la vertu de l'exemple. **Claudine** : J'étais partie dans l'optique de faire essaimer notre modèle basé sur le fait de ne pas beaucoup consommer, produire le plus possible soi-même, être écologiquement corrects. On a eu beaucoup de stagiaires, plusieurs sont aujourd'hui installés en agriculture.



Annette Lapalus : Après une expérience productiviste de moutons vers Vesoul, avec mon mari on a cherché une ferme au début des années 70. Mon frère nous a facilité la venue sur les terres familiales, j'avais hérité de 20 hectares et il y avait des communaux. On était aux paysans-travailleurs. Mon frère aussi, après avoir d'abord été productiviste. En plus des moutons, on a planté un verger de cerisiers et mirabelliers. Comme on était pour l'autonomie, on a construit notre maison. Notre production était déjà en bio dans les années 80. On passait pour des huluberlus. Déjà faire des moutons dans un pays de vaches... surtout que c'étaient les gens pauvres qui faisaient des moutons. Faire du bio a d'abord fait de nous des minoritaires. **Mon frère disait "vous avez raison mais c'est trop tôt."**

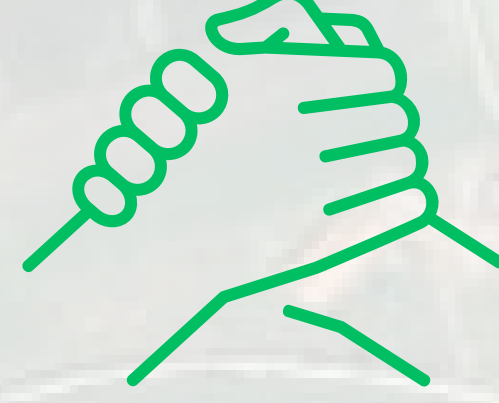
JM Pertusier : "On est passés en bio dans les années 80, mon frère et moi. On a commencé avec 68 hectares, et on a fini à 100. On n'a jamais cherché plus, on a cherché à mieux gérer. Pour moi, **l'autonomie, ça a été quelque chose de premier**, face aux difficultés économiques. C'est un peu ça qui nous a amené au bio."



Pierre Garret : " J'ai été responsable de la CUMA du secteur. Si on a créé une CUMA, mais aussi un CETA (centre d'études techniques agricoles), c'est qu'on avait d'abord réfléchi ensemble, au CMR, sur les problèmes et les moyens de les résoudre."

4. La force du lien

Joseph Lamy : Certes on n'était pas dans la majorité, mais il y avait un bon groupe. On ne se sentait pas isolés, avec l'espoir un peu naïf de faire évoluer les choses. **Nous, c'était la volonté de maintenir les petites fermes, on voulait qu'il y ait le maximum de gens qui vivent dans le rural alors que la course à l'agrandissement était déjà bien lancée.**



Sylvie Lamy : Etienne Louvet avait eu un problème sanitaire avec ses vaches, mes parents lui en ont prêté une et ils l'ont récupérée après, il fallait bien qu'il traie !

Claude et Odile Grante : " Claude a été secrétaire local pour les caisses d'assurance Groupama [en tant que sociétaire, déclaration d'accidents multiples] : on avait le souci de dépanner les gens [...] On n'était pas salariés. On faisait aussi de la prévention avec l'argent qui restait dans la cagnotte."

Temps libre (libéré)/qualité de vie

Pierre Garret : Quand on partait en vacances, les gens disaient "il est fou celui-là, il laisse ses vaches à n'importe qui", parce qu'on avait créé **le service de remplacement**. Il n'y avait pas un paysan qui oserait partir et laisser ses vaches pendant 8 jours, ça ne se faisait pas. L'idée c'était de se retrouver ensemble pour faire autre chose que de travailler, ça obligeait à des rencontres avec d'autres jeunes. On allait voir ce qui se faisait ailleurs, comment ils s'organisaient. Le premier voyage a été décidé, je m'en rappellerai toujours, quand Martin Fidon a dit : "mais au fait, vous devriez organiser des voyages, puisque vous êtes déjà branchés dans les loisirs." C'est parti comme ça, avec Bernard Roy, à deux, à **organiser des voyages pour des paysans, c'était pas de la tarte**. La première fois on est parti avec deux voitures dans la Loire, pas trop loin, puis maintenant, c'est un bus avec 50 personnes. Sylvie : Vous avez aussi fait une soirée avec P. Rahbi. Il y a des gens qui ont dit qu'ils ont vu la mer pour la première fois avec vous, c'est pas rien ça ! ça a permis quand même de sacrées ouvertures.



Gabriel Mantion : Ce qui était merveilleux, c'est nos voyages montés par Marie-Elise et Pierre Garret, Thérèse et Bernard Roy, Bernadette Parisot. Quatre jours au début, maintenant c'est huit mais toujours préparés dans la même idée : la sympathie, les vacances, voir d'autres fermes, partager le quotidien...

JM Pertusier : " Quand on revendiquait le maintien des petites fermes, je me suis fait accuser d'être un fainéant, que si je voulais bien travailler, j'aurais pas ce raisonnement là. Pour nous, **l'autonomie, c'était d'arriver à vivre avec ce qu'on avait et puis la volonté de mieux travailler plutôt que de travailler plus**, ce qui permettrait d'avoir un peu de temps libre pour s'occuper du syndicat. **Renée** : J'avais du travail, je suivais les comptes de la ferme par exemple, mais ce n'était pas du temps plein tous les jours. J'ai eu le temps de m'occuper de mes enfants, faire mon jardin, des conserves [...]. **On avait une certaine qualité de vie, pour nous, c'était important. "**

Claude Roussel : **Quand on était à la FDSEA, on voulait que ça bouge pour permettre aux paysans de vivre en nombre de leur production. Mais comme on voyait que ça ne bougeait pas, on a créé notre mouvement.**

4 Structuration d'une gauche paysanne 1976-1987

1. Le MAP 70 : une spécificité haut-saônoise.

MAP : Mouvement pour une Agriculture Paysanne.

Vincent Fidon : L'année 1976 a été un tournant du fait de la sécheresse. Il y a eu une opération paille dans l'Aube. Notre père a observé des inégalités importantes dans l'investissement au travail, entre des responsables qui faisaient la fête et les autres. Et du favoritisme dans la répartition des camions de paille. Suite à cette opération, il était clair que des choses n'allaient pas. Il y a eu une scission politique où tous ceux qui émettaient des critiques ont été mis de côté.

En 1977, tous ceux qui avaient été sortis de la FDSEA ou qui en étaient sortis tout seuls ont créé le MAP70. Ils ont publié un manifeste en mars 1977 en mettant en avant 3 points :

- que le plus grand nombre de paysans reste à la terre
- que le maximum de jeunes s'installent
- obtenir une garantie de revenu sans être broyé par l'engrenage de la course aux hectares et à la productivité.

”

Joseph Lamy : Des hommes de la génération de Pierre Garret, Martin Fidon, se sont dit : “on se fait avoir, on n'est pas dans une bonne démarche syndicale en restant à la FDSEA”. Petit à petit, ils se sont retrouvés en opposition, avec les gens qui tenaient la barre au sommet et ont été marginalisés. Ils étaient responsables cantonaux mais il y avait un plafond de verre car ils n'adhéraient pas aux pratiques de la “grande maison”. Ils ont créé le Map mais avec des petits moyens et ont eu du mal à se faire entendre.

JM Pertusier : “ Au MAP, contrairement à nous paysans travailleurs, ils étaient pour une forme de co-gestion. Paul Cheviet nous expliquait que c'était dommage d'avoir arrêté ça, c'est-à-dire qu'ils étaient quelques-uns à discuter avec les fromagers industriels pour fixer le prix du lait. Alors que nous on se considérait plus comme travailleurs que comme chefs d'entreprise. On ne voulait pas négocier avec les industriels. On voulait globalement que ce soit les producteurs qui fixent un prix du lait qui corresponde à leurs besoins. Aujourd'hui, on a même supprimé les groupements de producteurs et chaque paysan se retrouve tout seul face aux industriels qui sont tellement regroupés que c'est une arnaque de première.

Le MAP c'était un peu fait par des proches du PS de Haute-Saône, beaucoup plus modérés que nous, pas tellement dans les idées mais surtout dans les revendications, la façon de faire. Au MAP, ils étaient une vingtaine, nous aux Paysans travailleurs on était deux ou trois.”

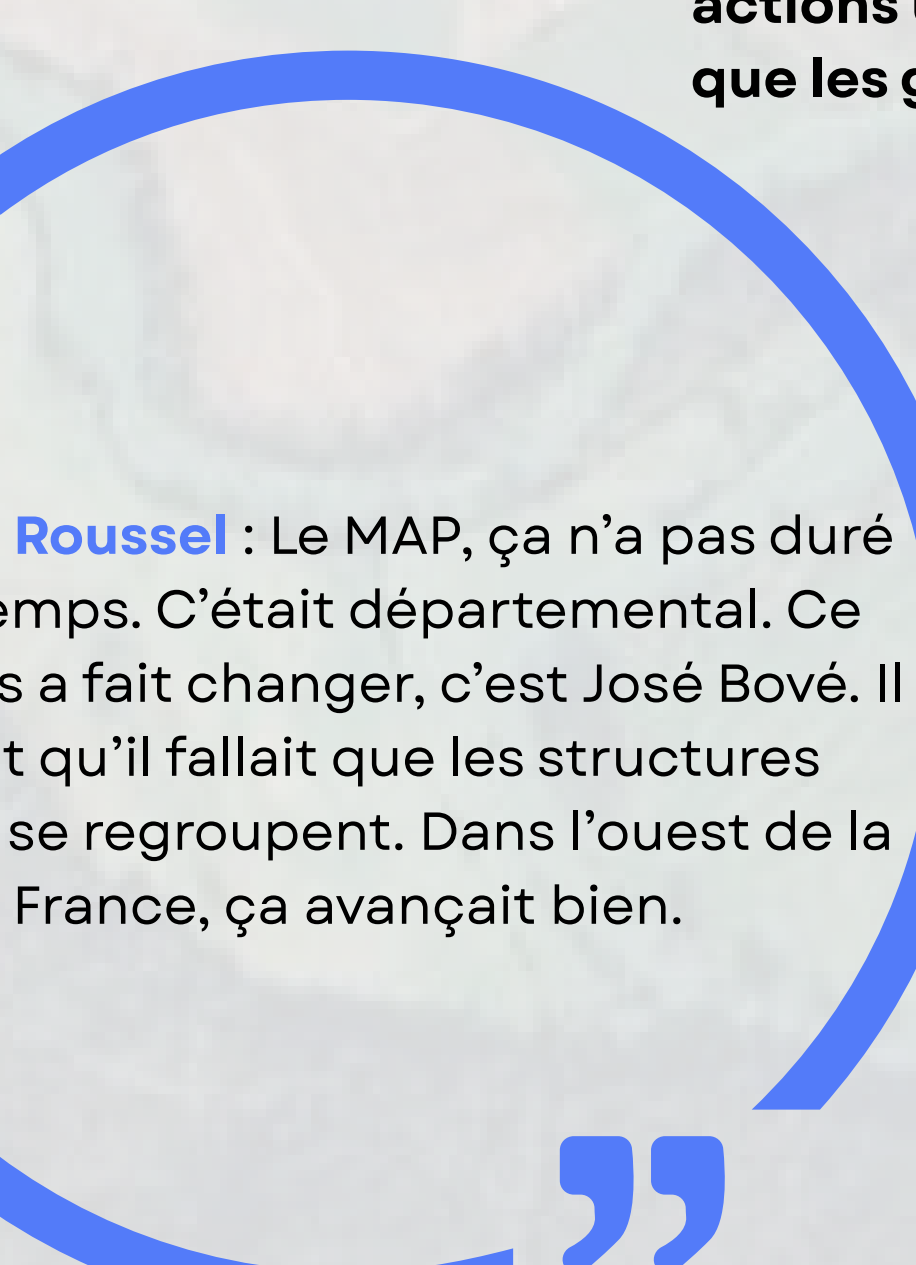
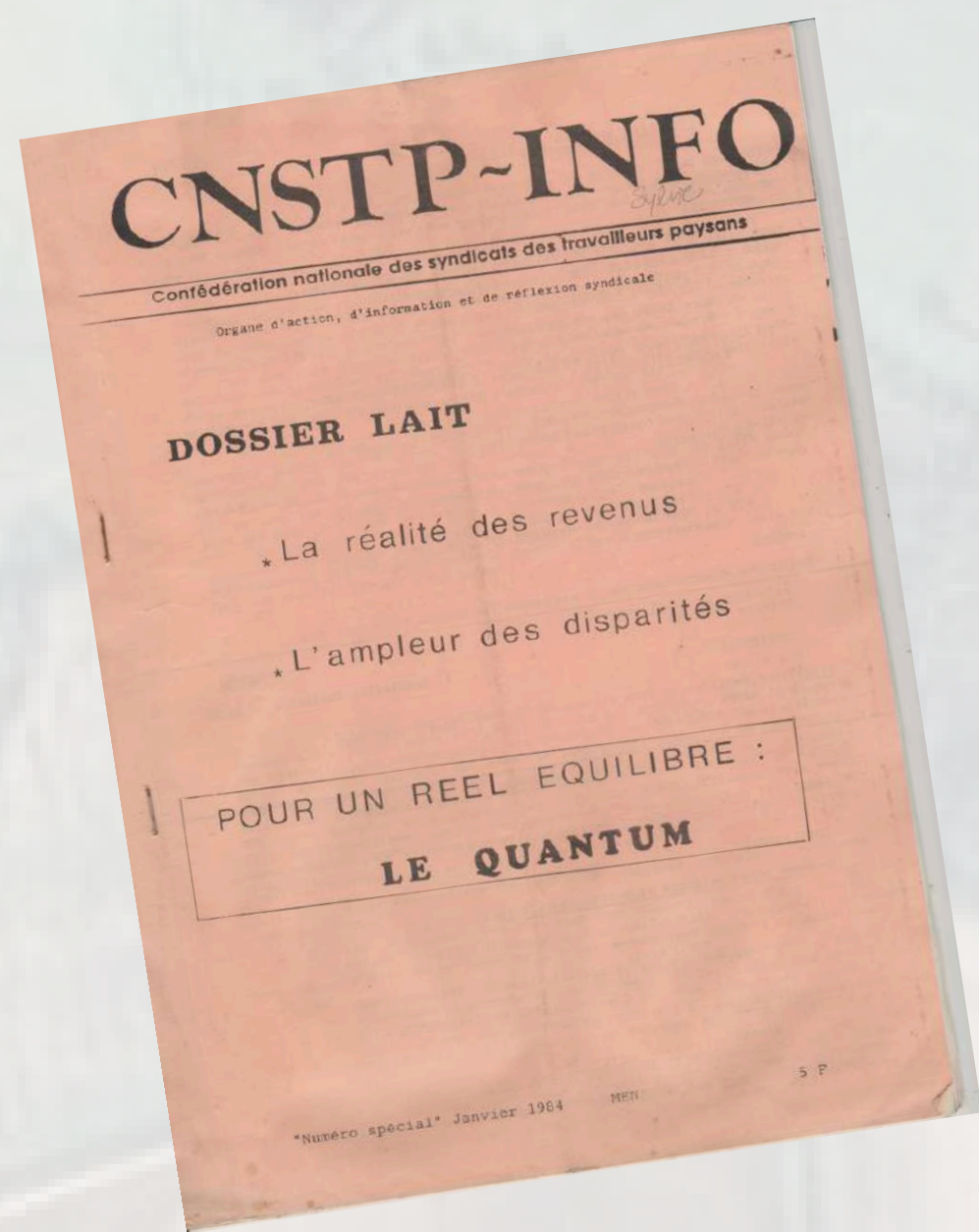
3. La gauche au pouvoir ouvre la porte au pluralisme syndical agricole.

Augustin Soeur : “ En 1978, à Paris, j'ai participé à la première réunion qui avait pour objectif de réunir les tendances de gauche, j'étais un des deux représentants du CDJA de Franche-Comté. **C'était la construction de l'union de la gauche.** Bernard Thureau était dissident de la fédération nationale mais il avait réussi à être président de la fédération nationale porcine et avait donc de l'influence, il a été responsable de la commission agricole du parti socialiste (il a ensuite été conseiller de Mitterrand).”

JM Pertusier : Bernard Lambert est venu à des élections chambre en 81 quand Mitterrand a été élu, il a dit aux élus du PS proches du MAP “surtout ne décevez pas les paysans”. Quand il a fallu se mettre ensemble avec le MAP, ils nous aimaient pas beaucoup parce qu'on était plutôt pour un truc plus démocratique, pour que les paysans disent ce qu'ils veulent. **Les Paysans Travailleurs faisaient des actions un peu coups de poing, beaucoup plus dures que les gens du PS.**

”
Claude Roussel : Le MAP, ça n'a pas duré longtemps. C'était départemental. Ce qui nous a fait changer, c'est José Bové. Il disait qu'il fallait que les structures locales se regroupent. Dans l'ouest de la France, ça avançait bien.

Christian Cupillard : “ L'ouverture syndicale agricole apparaît sous Mitterrand qui, d'un côté libère les ondes radios, et de l'autre libère l'esprit naissant de la Conf' du carcan sous laquelle elle était étouffée par la FDSEA qui refusait toute autre expression que la sienne, ce qu'on appelle le monopole de la cogestion.”



ELECTIONS, ET APRES ?

Le rôle du C.D.J.A. « du syndicalisme en général, n'est pas de prendre position pour tel ou tel parti ou tel candidat. Le syndicat se doit par contre d'informer ses adhérents sur le programme de chaque candidat au sujet qui le concerne : l'Agriculture. Cela nous a été reproché par la commission de censure de journal agricole hebdomadaire. Si, informés les paysans et les défendeurs, c'est faire de la politique... alors nous faisons de la politique. NOTRE STRATEGIE NE CHANGERA PAS : L'élection d'un nouveau président de la république ne changera donc en rien notre attitude face au pouvoir en place. Quelque soit ce pouvoir, nos revendications demeurent et avec elles, la même volonté de les faire aboutir. Nous avons trop souvent dénoncé par le passé les excès d'une "concentration étroite" entre syndicalisme national et le gouvernement pour envisager un instant d'adopter les mêmes méthodes. Nous saurons garder nos distances. Pour le septennat écoulé, nous pouvons faire un bilan en ce qui concerne l'Agriculture. Ceci a été fait et chacun peut porter un jugement en connaissance de cause. Pour le septennat nouveau de la même façon nous jugerons sur les actes. Nos revendications trouveront elles un contexte plus favorable ? Les différents courants de pensée seront-ils également la possibilité de s'exprimer ? La pluralité sera-t-elle reconnue ? La phase des élections et des pourparlers est maintenant terminée, attendons les applications concrètes. Nos besoins immédiats peuvent être priés, d'autres à plus long terme doivent être engagés. Le nouveau gouvernement prendra-t-il les moyens pour mettre en place une autre politique agricole ? Par nos propositions, et l'action syndicale nous demeurerons mobilisés avec une grande détermination. J.M. RONDEY Responsable Syndical du C.D.J.A.



Haute-Saône en lutte, mai 1981

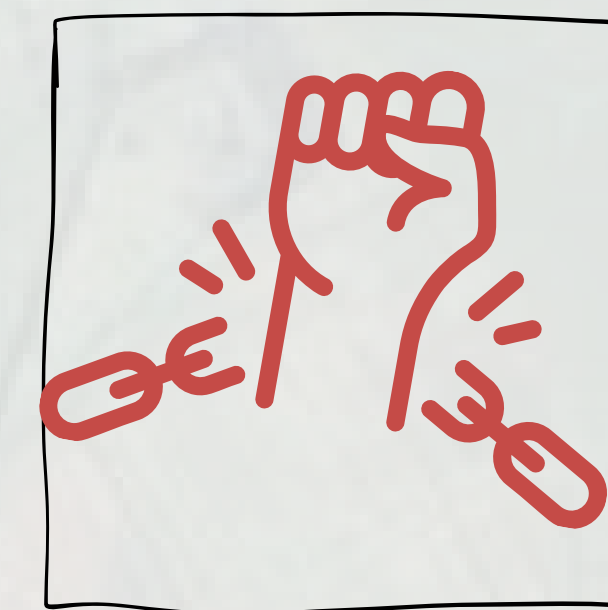
Haute-Saône en lutte, mai 1981

2. Impossible de changer les choses de l'intérieur : rupture avec le CDJA



Bernard Lambert, fondateur des Paysans Travailleurs

Augustin Soeur : “ Le CDJA s'est vite trouvé en conflit avec les gens de la fédération qui étaient des gros propriétaires, de gros exploitants souvent marqués par le catholicisme mais pas prêts à partager leurs responsabilités ou d'autres points de vue. Donc il y a eu un conflit. **Il y a eu une première scission en 1970, on s'est éloigné du CNJA.** Puis il y a eu l'émergence de la structure paysans travailleurs en 1972. Quand j'étais au MAP, on a travaillé sur les perspectives de l'agriculture. En Haute-Saône, on est restés crédibles auprès des organismes, comme la Mutuelle sociale agricole, le Crédit agricole, la Chambre d'agriculture, on a pu continuer à travailler tout en étant en dehors de la structure nationale du CDJA.”



Joseph Lamy : Dans les années 70, on était en plein dans les luttes de pouvoir au niveau des organismes en Haute-Saône. La FDSEA n'avait pas encore tout phagocyté. Il y avait un président de chambre, Roger Villemin, un paysan de Fougerolles qui était un modéré, un gars ouvert. Et puis, il y avait un CDJA tenu par des anciens du MRJC, comme Augustin Soeur. Le CDJA était classé comme progressiste et faisait partie d'un réseau de non-alignés. Mais c'était la fin de cette période. **Ceux qui avaient animé le CDJA arrivaient à la limite d'âge qui était de 35 ans et nous, on n'était pas prêts à reprendre derrière.** D'autres, comme Luc Guyot qui était aussi au CDJA mais dans la ligne de la FDSEA, sont venus à l'Assemblée générale pour récupérer le syndicat, faire élire des délégués cantonaux qui soient dans la ligne du syndicat majoritaire. Pour moi, c'était le déclic pour quitter le CDJA. C'était quelques années avant la Conf'. Le président de chambre a aussi changé et était issu de la FDSEA cette fois. Pour lui, il ne pouvait pas y avoir de contradiction, on ne devait pas exister. **La stratégie de la FDSEA était de mettre en avant des revendications qui concernaient tout le monde quand on faisait une manif mais dans l'appareil de gestion avec la préfecture, les décisions étaient toujours au bénéfice d'une minorité : les paysans les mieux installés.”**

Christian Poulnot : “Quand je me suis installé, j'ai milité au CDJA à la fin des années 70. Par rapport à la fédé (FDSEA), on était un bouillon un peu trop agité. Au niveau cantonal, on n'était pas très structurés, et quand ils ont décidé de remettre de l'ordre dans la maison, ils ont profité de ça en organisant des réunions cantonales vers 1983 et en faisant élire leurs candidats. On est partis discrètement, on savait qu'on n'avait plus notre place.”

Quand il y a eu le remembrement et l'agrandissement des fermes, nous on n'était pas dedans. On défendait la polyculture-élevage familial, l'agriculture paysanne, les petites structures.

On nous a vite fait comprendre qu'on n'était pas dans l'air du temps. Pour moi, on ne défendait pas le modèle du passé mais une autre vision de l'agriculture. Notre éviction était politique.”

4. Pour peser syndicalement, il faut s'unir !

Pierre Garret : Avant la Confédération paysanne, c'était difficile de s'organiser, de se structurer, c'étaient des petits comités, il n'y avait pas grand monde.

Jean-Marie et Vincent Fidon : “ Le MAP70 a rejoint les Travailleurs paysans pour les élections à la chambre en 83 (liste avec le MODEF).

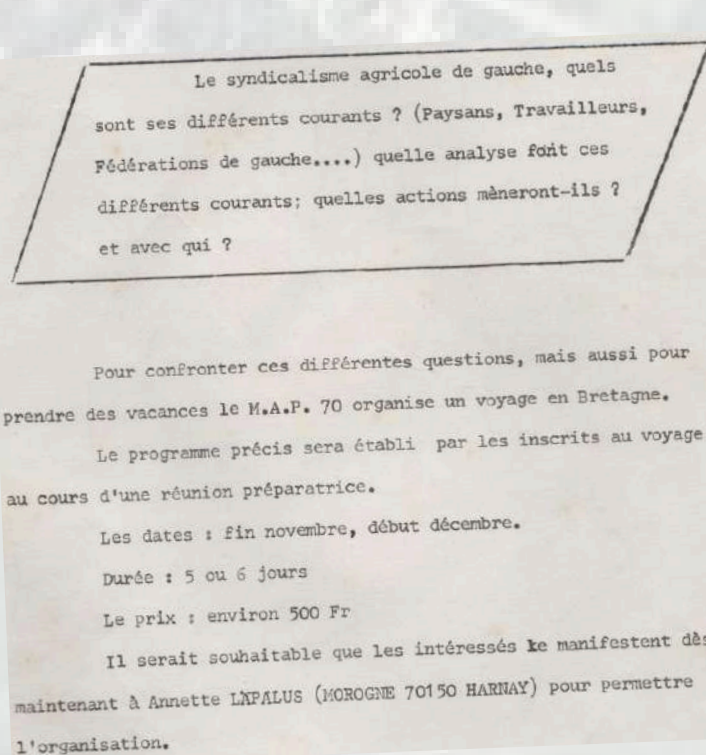
On se souvient de réunions syndicales à la maison, passionnées, avec débats.

Les syndicalistes agricoles de gauche ont dû chercher un socle commun pour s'entendre et s'unir, certains avaient plus la fibre écolo, d'autres sociale, ça a pris du temps.

Cresson a instauré la proportionnelle intégrale aux élections des chambres (c'était dans le programme de 81). Rocard l'a supprimée, avec lui il fallait faire 15% pour être représentatif. “



Assises paysannes 87



”
Claude Roussel : Bernard Roy était de tout cœur avec nous, il n'était pas délégué mais c'était un grand penseur. On a fait des réunions formidables. Comme Pierre Garret, Marie-Elise... C'est des amis, ça ! On se faisait une confiance aveugle et qui reste encore.

Christian Cupillard : Après le Congrès du CNJA à Blois en 1970, on a vu apparaître **Bernard Lambert** et le journal Vent d'ouest, avec de nouvelles idées du côté de la Bretagne. Nous, on a un peu suivi ça, après 68 il y avait un certain bouillonnement. **En Haute-Saône, il y avait un certain nombre de personnages qui tenaient la route et qui n'avaient ni les mêmes envies, ni les mêmes ambitions que le syndicat majoritaire, la “grande maison”, la FDSEA,** qui faisait la pluie et le beau temps. Le CDJA était entre le marteau et l'enclume. La FDSEA essayait de faire rentrer dans le rang mais comme au CDJA, ils étaient plus jeunes, ils avaient plus de mouvement et d'indépendance. Mais à un moment, on a vu qu'on n'y arriverait pas, que plus on prenait une couleur “Travailleurs paysans”, plus la FDSEA voyait le danger et a remis de l'ordre en reprenant la main sur le CDJA. Ceux qui n'ont pas voulu rester sont partis et ont pris leur autonomie. C'est ce que j'ai fait vers 1976. **On a rejoint les Paysans travailleurs.**



Scission en vue au CNJA au congrès de Blois en 1970. Les Paysans travailleurs apparaissent en 1972.



Saboulet

Lutte pour une reconnaissance de la place des femmes en agriculture :

Sylvie Lamy : Ma mère, Marie-Elise Garret, a su défendre les droits des femmes. De plus jeunes femmes l'ont remerciée en lui disant « c'est grâce à toi qu'on a nos congés maternité maintenant ». Il a fallu batailler et être contestataires. De la même manière, lors d'une AG locale du Crédit agricole, elle a demandé à pouvoir faire un emprunt à son nom, ce qui n'était pas possible à l'époque. La réponse qui lui a été faite était "pourquoi? Tu veux divorcer?"

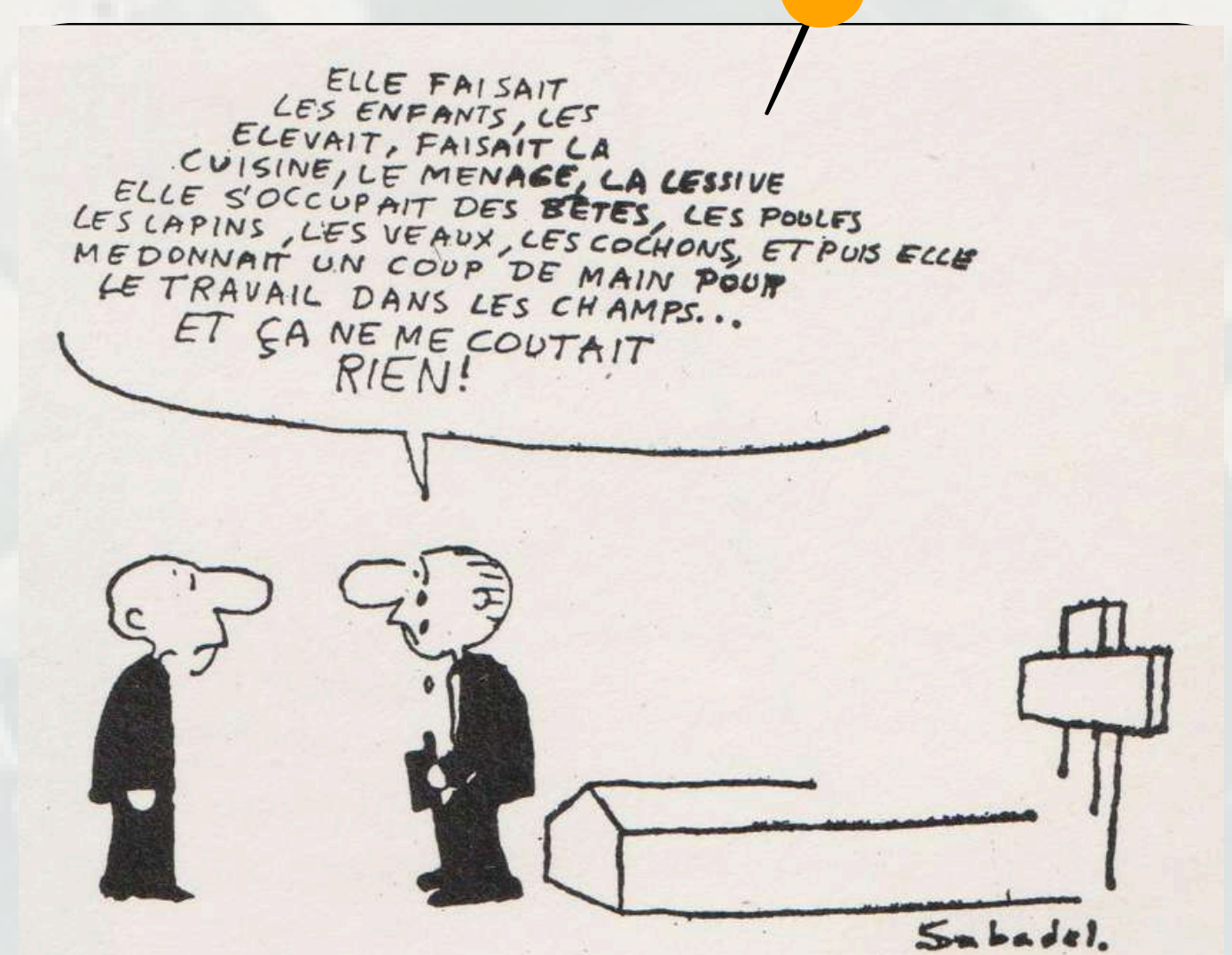
Réunion de vulgarisation 5/10
Ce qui est la vulgarisation
C'est la diffusion des connaissances techniques, afin d'élever le niveau de vie des exploitants, chef d'entreprise libre et responsable maître de sa production
Production des agriculteurs
Aider les femmes à entretenir leur maison
Développement de l'autonomie des femmes
participer aux organisations professionnelles
aider les femmes à aller de la maison vers que la valise, manœuvre...)

La réunion m'a beaucoup plu et j'ai été très préparée à l'avance par quelques notes et la couverture (en faire au moins une, bien préparée dans l'histoire)
Il faut un climat de sympathie entre eux et essayer de faire des méthodes nouvelles et les communiquer à la prochaine réunion.
Chaque groupe devrait élire le responsable dans l'histoire. (Election à bulletin secret)
Dès le mois de novembre parler du voyage d'étude prochain. Après le voyage, en repartir, bien se concerter
Vainc de la conseillère surtout vers les femmes.

Notes de Thérèse ROY



La production "poules, lapins, jardin", n'est jamais considérée comme un travail productif de salaire. C'est "l'autoconsommation" de toutes les études économiques. Le travail qu'elle suppose n'entre jamais en ligne de compte dans les calculs. Et pourtant, combien d'heures de travail! Cette production permet également un complément appréciable à la retraite de base des paysans.



Des luttes qui traversent le temps.

Annette Lapalus : "Dans les années 80, j'en ai eu marre d'être conjointe d'agriculteur. Je voulais un vrai statut. Avec Marie-Elise Garret, Sylvie Lamy ou encore Bernadette Parisot, on se réunissait, on a beaucoup bossé. On a dû faire des manifestations, des articles, des diffusions de tract. Au début de la Conf, j'étais représentante du syndicat régional au niveau national. J'ai tenté de créer un groupe femmes. Celles-ci voulaient surtout avoir leur propre activité, leur ferme, leurs initiatives, pas être conjointes."

Le coup d'éclat qu'on a fait c'est qu'on est allées avec nos maris à la mutualité sociale, à la fin des années 80."

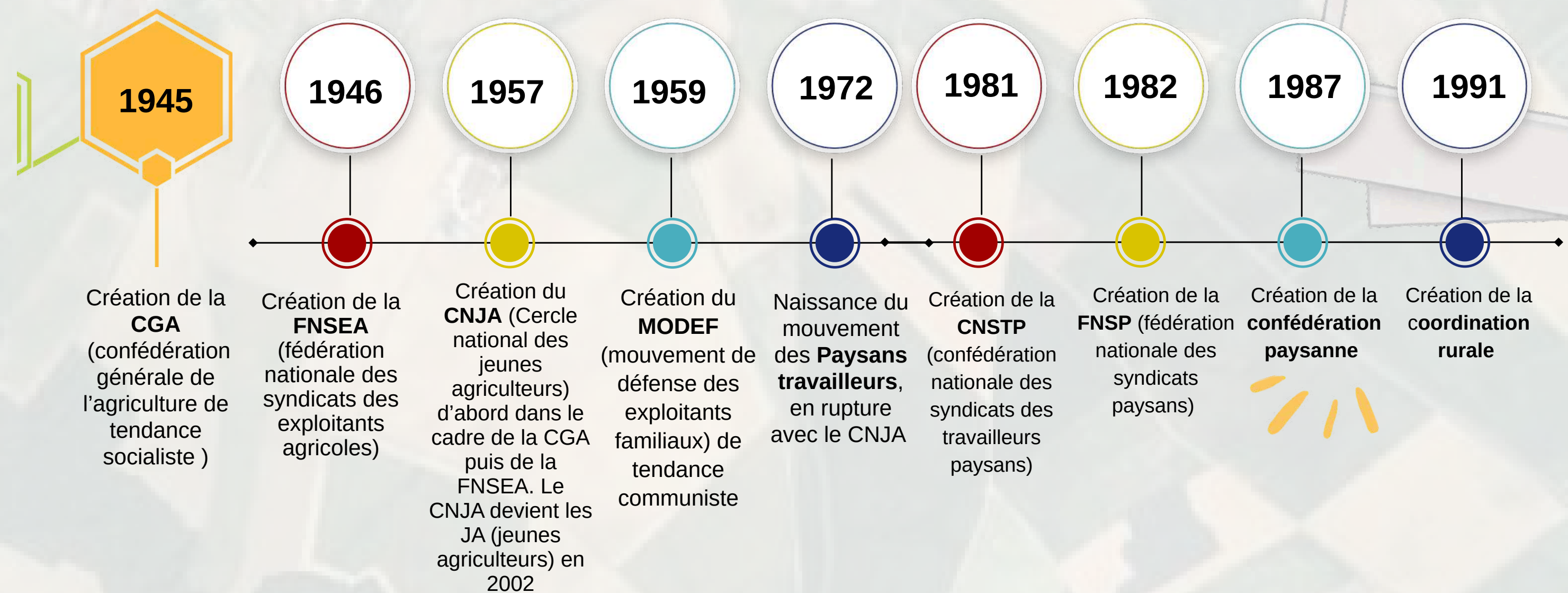


Claudine Cupillard
Avec tous les engagements d'élu de Christian, il était tout le temps parti, donc c'est moi qui assumais tout et j'étais surchargée de boulot.

La lutte autour du prix du lait : un combat constant dans le monde agricole.

Claude Roussel : "On était vers 1946-47. Les agriculteurs ont commencé par faire des manifs pour le lait parce qu'ils en vivaient difficilement et voulaient se mettre en coopératives de transformation. Ils n'ont pas pu donc ils se sont mis en coopérative de vente. Donc à partir de là, les industriels et les coopératives de transformation qui existaient ailleurs (nord du département par exemple) ont accepté de discuter du prix du lait avec les représentants qui venaient d'obtenir une légitimité. Petit à petit, ça s'est fait comme ça. Il n'y avait pas encore de couleur politique, c'est venu après."

Situer la Confédération paysanne dans le temps...



Exister syndicalement.

Christian Poulnot : "Honnêtement on n'a pas fait évoluer l'agriculture dans le sens où on voulait. Moi j'ai vécu la fin de la belle époque des coopératives laitières jusqu'au déclin. Elles ont toutes fini parce que la production laitière diminuait partout, il a fallu se regrouper mais même en se regroupant il n'y en a pas eu assez, ça coûtait très cher de se mettre aux normes européennes. Puis c'est surtout la commercialisation, on s'est retrouvés face à des grossistes qui travaillent avec la grande distribution, économiquement on n'était plus rentables. On était en coopérative, on n'arrivait plus à payer le lait. C'était ça le gros souci. Pendant des années on a défendu un projet d'Emmental grand cru et on n'a jamais eu un fruit de ça."

JM Pertusier : Des copains du niveau national [Conf] sont allés en Norvège pour voir le système des quantums puis on a fait le tour des cantons avec des diapositives pour présenter et débattre du principe. Il s'agit de bien payer les premiers 50 000 litres de lait, puis ça baisse un peu, et au-delà de 150 000 litres, c'est payé au prix du marché. Mais ça n'a jamais été appliqué en France, la FNSEA a fait passer les quotas." Il y avait un quota de 200 000 litres de lait par ferme. Il était question de faire sauter ça, on sentait qu'on était démunis. On avait deux représentants de la Conf à la commission mixte à la préfecture, on n'avait aucun pouvoir. J'ai décidé de faire une grève de la faim finalement devenue un jeûne car je n'avais pas confiance en ceux d'en face (rires). On avait installé une grande tente. Tous les 2 jours, il y a un copain toubib qui venait pour m'ausculter. Tout allait bien parce qu'à partir du moment où tu décides quelque chose... Le soir il y a 2, 3 copains qui viennent pour t'accompagner (Joseph Lamy, Claude Roussel...) On a fait ça sur 3-4 jours environ. Finalement, la DDA [direction départementale de l'agriculture] a décidé qu'on ne dérogeait pas au règlement, donc on a gagné ça."

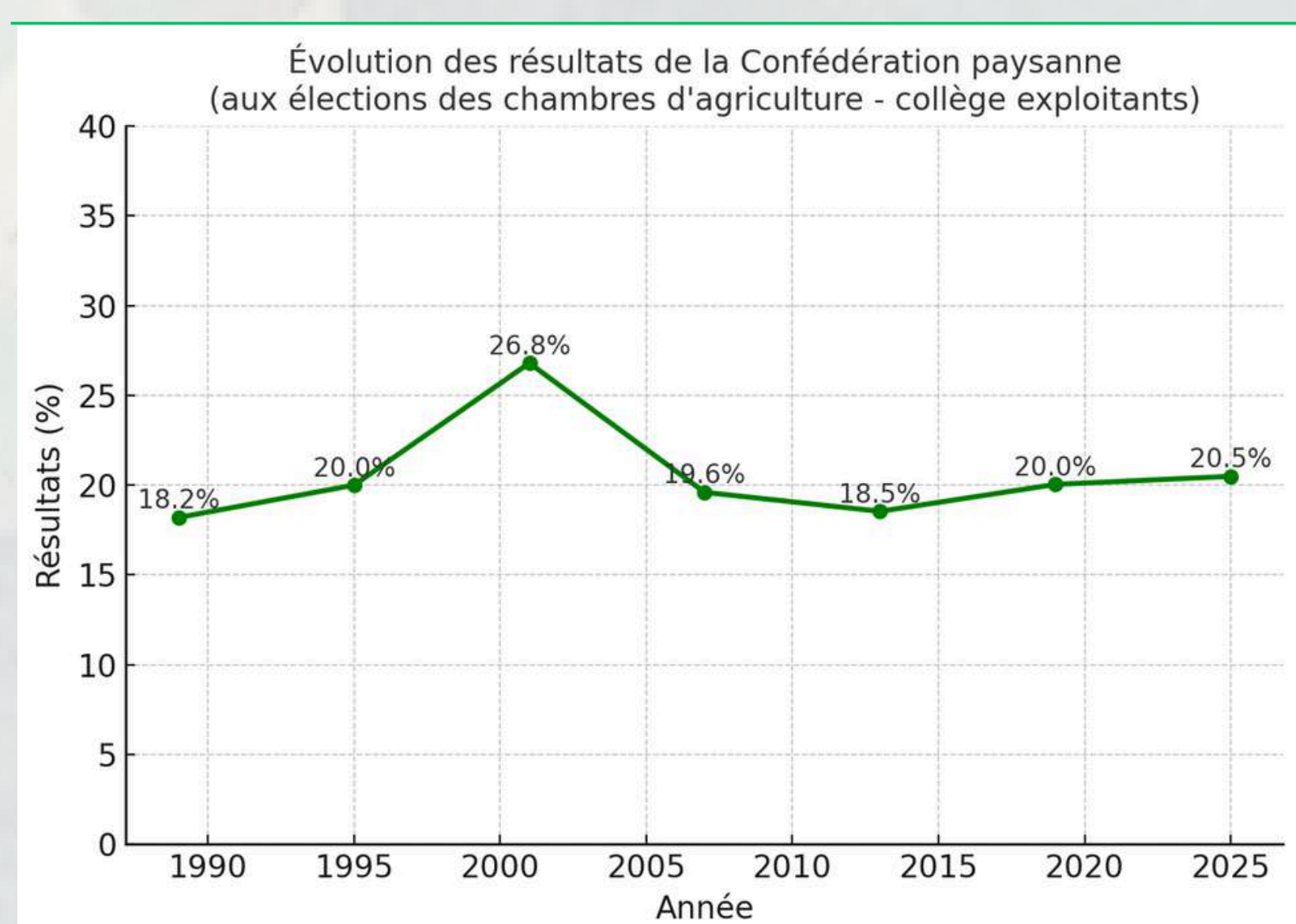


François Darosey : "Le quantum, en assurant un revenu minimum au paysan, devait protéger celui qui avait eu un souci familial, sanitaire ou autre."

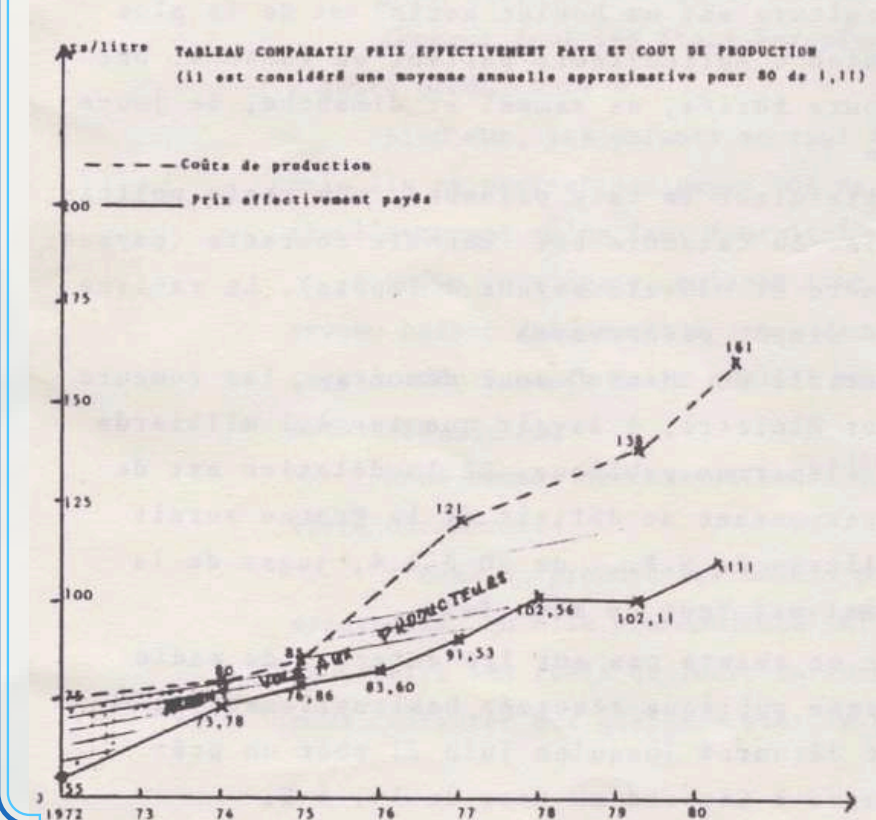


Claude Roussel (91 ans) : "Quand j'étais à l'école dans les années 40, il n'y avait pas de syndicat agricole, donc il s'est créé la CGA, la Confédération générale de l'agriculture. Ce petit syndicat a commencé à faire des adhérents dont mon père."

... et électoralement, à l'échelle nationale.

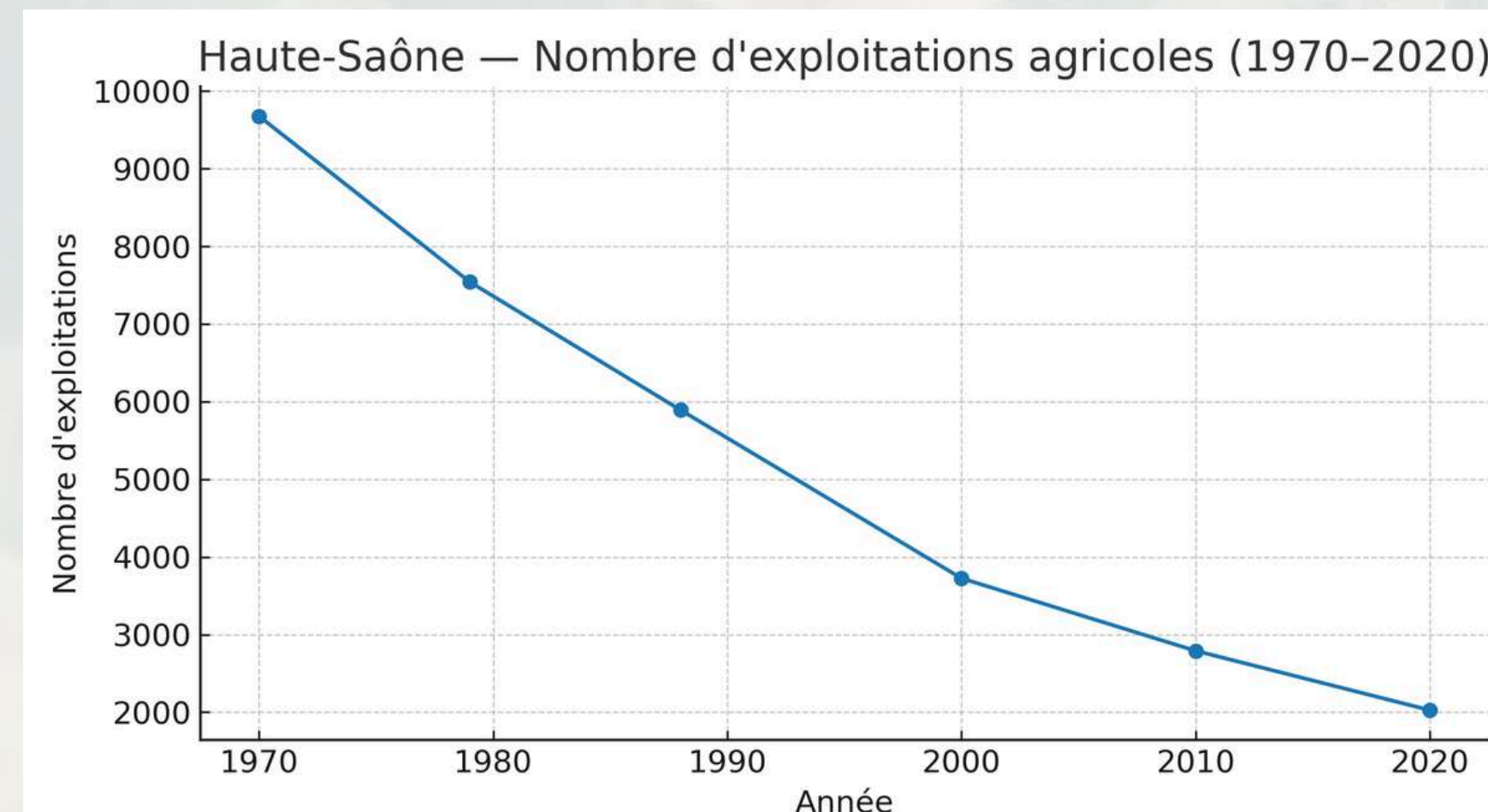


Lait : 1,61 F



Coût de production au 15 octobre 1980

Christian Cupillard
On a aidé pour la mise en place d'un gruyère de Franche-Comté et de Savoie, ce qui n'a pas fonctionné, la FNSEA disait qu'il suffisait de faire du maïs pour nourrir le bétail au lieu de s'embêter avec du gruyère.



Récolte paysanne

Une récolte de récits des acteurs et actrices de la
Confédération paysanne, d'hier à aujourd'hui en
Haute-Saône.

Pour résumer : après 1945, la libéralisation de l'économie devient le modèle dominant, porté par une société de consommation et une mondialisation des échanges qui vont peu à peu modifier les conditions de production. Les agriculteurs ont largement participé, au départ avec enthousiasme, à la modernisation des campagnes. Mais très vite, il apparaît que deux visions de l'agriculture s'opposent : celle qui consiste à vouloir produire toujours plus, en favorisant la concentration des unités de production et le développement de pratiques intensives, et celle, minoritaire, qui veut travailler au maintien d'une campagne vivante avec de nombreux paysans dans de petites structures.

Que leurs influences soient liées au christianisme social et/ou à une culture de gauche politique, certains paysans s'engagent pour une agriculture qu'ils nomment très vite "paysanne". Devant l'impossibilité de changer les choses de l'intérieur, ils se structurent peu à peu en dehors du syndicat majoritaire...jusqu'à la création du syndicat la Confédération paysanne en 1987.

C'est à l'observation de ses premiers pas et de ses luttes actuelles que le deuxième volet vous invite.



”

Christian Cupillard : Annette Lapalus, Etienne Louvet et moi avons déposé les statuts de la Conf' à la préfecture. On n'était pas sûrs que ça tiendrait "En 1989, c'est la première fois que la Conf' apparait sous sa propre bannière aux élections à la chambre d'agriculture. "89 est vraiment une rupture avec l'arrivée de la Conf' à la Chambre d'agriculture. Nous voici élus, Joseph Lamy et moi. Et nous voici avec des animateurs, du personnel pour faire le journal. On n'était encore pas traités comme tout le monde. Ça a fini par s'arranger, mais ça a été un combat épique et fatigant. Il fallait qu'on se justifie partout où on allait, d'ailleurs on a forcé les portes pour entrer dans les organismes.

”

